



Numéro 5

Mars 2023

Les peuples cherchent des alternatives aux préparatifs de guerre menés par les États-Unis en Asie orientale

Opposition aux exercices militaires États-Unis-République de Corée

- Philip Fernandez -

- **La République populaire démocratique de Corée prend des mesures pour contrer les exercices de guerre qui menacent son droit d'être**

- **Soutenons tous l'Appel pour la paix en Corée!**

- **Le dangereux objectif des États-Unis avec la création d'une OTAN asiatique**

- Nick Lin -

- **L'otanisation du Japon**

- K.C. Adams -

- **Le pacte de sécurité Australie, Royaume-Uni, États-Unis consolide la quête de domination américaine en Asie Pacifique**

- Steve Rutchinski -

- **Les Philippines s'opposent résolument à l'expansion et aux provocations militaires des États-Unis**

- **La Nouvelle Armée populaire célèbre son 54e anniversaire**

Deuxième sommet pour la démocratie des États-Unis

- **Encore plus pitoyable que le premier**

- Barbara Biley -

Réunions et forums internationaux

- **Sommets sino-arabes**

- **Déclaration conjointe de la Chine et de la Russie**

Réunion des ministres des affaires étrangères du G20 à New Delhi les 1er et 2 mars

- **Les tentatives d'imposer l'agenda anti-Russie et anti-Chine dans les rencontres internationales se poursuivent**

Nouvelles en bref

- La Russie publie une nouvelle politique étrangère détaillée
- Récents actes d'abandon de la domination du dollar américain
- Le président français et la présidente de l'Union européenne en visite en Chine

Les peuples cherchent des alternatives aux préparatifs de guerre menés par les États-Unis en Asie orientale

Opposition aux exercices militaires États-Unis-République de Corée

- Philip Fernandez -



Conférence de presse et manifestation à Séoul le 7 mars 2023 pour exiger l'arrêt des exercices militaires conjoints des États-Unis et de la République de Corée

Les États-Unis et la République de Corée (RdC) ont mené, du 13 au 23 mars, les exercices militaires conjoints Freedom Shield (bouclier de la liberté) sur le territoire sud-coréen. Il s'agit du plus important exercice militaire États-Unis-RdC en cinq ans. Les habitants de la péninsule coréenne, au nord et au sud, ont manifesté résolument leur opposition à ces exercices de guerre qui menacent la paix et la stabilité dans la péninsule et mettent la vie en péril. Le peuple et le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) parlent d'une seule voix contre ces exercices de guerre et leur compatriotes de la République de Corée ont aussi organisé des vigiles et des manifestations à Séoul et dans d'autres régions, telles que sur l'île de Jeju, pour exiger l'arrêt de tout exercice militaire États-Unis-RdC.

Dans un effort pour criminaliser et mater le mouvement pour la paix dans le sud, le président pro-États-Unis et anticommuniste Yoon Suk-yeol a eu recours à la *Loi sur la Sécurité nationale* imposée par les États-Unis à la RdC en 1948 pour arrêter et incarcérer les activistes antiguerre et quiconque exprime de la sympathie pour la RPDC. En dépit de cette répression, les travailleurs, enseignants, étudiants et d'autres ont été solidaires. Ils ont dénoncé le gouvernement Yoon et demandé que ces exercices militaires prennent fin et que les États-Unis sortent de la Corée et amènent leurs troupes et leurs armes avec eux.

Les États-Unis ont infligé et continuent d'infliger des souffrances à l'ensemble du peuple coréen

depuis plus de 70 ans. Ce sont les États-Unis qui ont unilatéralement divisé la Corée en deux et dépossédé le peuple coréen de son droit à l'indépendance et à l'autodétermination au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, et ce sont eux qui ont depuis maintenu la division par la force. Ils ont notamment déclenché la Guerre de Corée (1950-1953), dans leurs efforts pour prendre le contrôle de la péninsule coréenne comme tête de pont pour la guerre et l'agression contre la Chine et la Russie pendant la guerre froide.

Le Canada a joué un rôle ignoble en participant à cette guerre qui a fait quatre millions de morts parmi les Coréens et durant laquelle les États-Unis ont utilisé des armes biologiques et chimiques contre les civils et soumis la RPDC à des bombardements en tapis. Depuis 70 ans, les États-Unis refusent de conclure un traité de paix avec la RPDC pour remplacer l'Accord d'armistice du 27 juillet 1953 et ainsi formellement mettre fin à la guerre de Corée et normaliser les relations avec la RPDC. Dans le cadre de leur stratégie pour la région indopacifique,

qui est d'endiguer la Chine et la Russie et de dominer les pays et les peuples de la région, les impérialistes américains, sous l'administration Biden, maintiennent toujours 28 500 soldats en République de Corée, 15 bases militaires américaines aux frais des Sud-Coréens et d'innombrables armes nucléaires stratégiques et autres armes, et effectuent des exercices militaires conjoints visant la RPDC, ce qui a pour effet d'exacerber un climat déjà tendu dans la péninsule .

Le gouvernement de la RPDC a publié une déclaration le 17 février dans laquelle il affirme concentrer tous ses efforts « à mettre en oeuvre ses propres plans de développement et à maintenir et préserver la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne et dans la région ». Il souligne aussi qu'il s'abstiendra de toute action militaire, à l'exception des exercices réguliers prévus pour maintenir sa souveraineté et son indépendance. Cela comprend des tests réguliers de ses systèmes de missiles.

Les États-Unis ont quant à eux annoncé leur intention de tenir un autre exercice naval conjoint dans la mer de l'Est de la Corée au début du mois d'avril, avec la participation des forces navales tripartites États-Unis-Japon-Corée du sud, y compris le porte-avions à propulsion nucléaire Nimitz de la marine américaine.

Les États-Unis et leurs alliés, y compris le Canada, n'ont pas d'affaire à se livrer à des aventures militaires autour de la péninsule coréenne. En tant que Canadiens, nous devons faire amende honorable pour la participation illégale du Canada à la guerre de Corée en étant solidaires de la RPDC et du peuple coréen et en exigeant que cessent les exercices militaires conjoints dirigés par les États-Unis qui visent la RPDC. Cela fait partie de notre travail pour un gouvernement antiguerre au Canada et pour faire du Canada une zone de paix. On doit mettre fin à l'« Opération NEON » du Canada qui vise à appliquer les sanctions injustes décidées par les États-Unis contre la RPDC. La RPDC a le droit d'être et le peuple coréen a le droit à l'autodétermination, à la paix, et à une Corée réunifiée par sa propre volonté.

(Sources : United States Forces Korea, gouvernement du Canada, KCNA, Hankyoreh)



Manifestation le 4 mars 2023 pour la fin de la guerre de Corée



La République populaire démocratique de Corée prend des mesures pour contrer les exercices de guerre qui menacent son droit d'être



Le 16 mars, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a lancé avec succès le missile balistique intercontinental Hwasongpho-17. Le tir d'essai a servi d'avertissement aux États-Unis que la RPDC va répondre fermement aux exercices militaires conjoints continus des États-Unis et de la République de Corée (RdC) – Freedom Shield – qui ont eu lieu du 13 au 23 mars.

Rodong Sinmun, le quotidien du Parti du travail de Corée (PTC), rapporte que, du 21 au 23 mars, un nouveau bâtiment d'assaut sous-marin nucléaire sans équipage, *Haeil*, a aussi été testé avec succès. Cette arme stratégique, développée sur une période de dix ans, est conçue pour infiltrer les eaux opérationnelles de l'ennemi et causer un dommage maximal aux groupes opérationnels navals ainsi qu'aux entrepôts et aux ports opérationnels.

La RPDC a aussi mené des exercices le 22 mars pour faire l'essai de missiles Cruise dans le cadre de missions nucléaires tactiques. *Rodong Sinmun* ajoute que ces essais d'armes avaient pour but d'annoncer aux États-Unis et à la RdC qu'advenant une confrontation, la RPDC répondrait du tac au tac et qu'ils doivent arrêter immédiatement leurs « exercices de guerre irresponsables visant la RPDC ».

Le lancement du missile Hwasongpho-17 et d'autres essais d'armes est une conséquence directe des provocations continuelles des impérialistes américains contre l'État et la sécurité de la RPDC. Cette année seulement, 20 exercices militaires conjoints sont prévus, avec la participation des États-Unis, de la RdC, du Japon, de l'Australie et d'autres. Tout est mené dans le but d'envahir la RPDC, de renverser le système socialiste et de prendre le contrôle de toute la péninsule coréenne, afin de s'en servir comme tremplin pour une guerre contre la Chine et la Russie.

Alors que les forces des États-Unis et de l'OTAN et les médias au Canada et à l'étranger, y compris Radio-Canada, présentent la RPDC comme l'agresseur et mettent en doute son désir de paix, les faits disent autre chose. *Rodong Sinmun* souligne que « la réponse à un défi d'une telle ampleur contre la sécurité d'État de la RPDC doit être de fortes actions dissuasives pour résolument

défendre ses activités pacifiques d'édification socialiste ». Il a aussi dit que la fréquence, l'ampleur et l'intensité des menaces de guerre et des agressions dirigées par les États-Unis exigent de la RPDC qu'elle adopte des mesures pour veiller à ce que les forces armées dans leur intégralité sont prêtes à faire face à une « guerre totale ».

En réponse aux actes d'agression et de guerre actuels des États-Unis et de la RdC, plus d'un million de jeunes femmes et hommes de la RPDC se sont mobilisés pour rejoindre les rangs de l'Armée populaire de Corée lors d'une récente campagne, exprimant ainsi leur fierté nationale, leur patriotisme et leur détermination à défendre leur mère-patrie contre toutes menaces.

LML appelle les Canadiens à se tenir en toute conscience aux côtés du peuple de la RPDC et des Coréens démocratiques et désireux de paix de la RdC qui ne veulent pas qu'une guerre éclate dans la péninsule. La RPDC a le droit d'être; tous les Coréens de la péninsule ont le droit à l'autodétermination et à la paix.

Ce sont les États-Unis et l'OTAN, y compris le Canada, qui doivent être tenus responsables de l'hystérie guerrière et de l'agression contre la péninsule coréenne. Ils doivent rendre des comptes pour leurs efforts pour déstabiliser la RPDC en imposant les sanctions injustes du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que leurs propres sanctions, conçues par les États-Unis pour imposer un changement de régime en RPDC. Cela ne passera pas !

(Avec des informations provenant de Rodong Sinmun, KCNA et de la Mission permanente de la RPDC aux Nations unies)



Soutenons tous l'Appel pour la paix en Corée!



La Campagne de l'Appel pour la paix en Corée a lancé un nouveau projet lors d'une conférence de presse le 14 février 2023 à l'occasion du 70e anniversaire de l'armistice.

Cette année sera le 70e anniversaire de la signature de l'accord d'armistice coréen, le 27 juillet 1953, qui a mis fin aux combats de la guerre de Corée. En 2020, des organisations antiguerre et de la société civile de la République de Corée (Corée du sud) ont lancé l'Appel pour la paix en Corée. L'objectif est de recueillir 100 millions de signatures sur une période de trois ans, du 70e anniversaire du déclenchement de la guerre de Corée par les États-Unis, le 25 juin 1950, au 70e anniversaire de la signature de l'accord d'armistice.

Selon les organisateurs, « l'Appel pour la paix en Corée est une campagne internationale qui vise à amplifier les voix appelant à la fin de la guerre de Corée et à une transition de l'armistice à la paix au-delà de la péninsule coréenne et dans le monde entier ». L'objectif est de faire participer d'autres personnes à l'appel et de présenter les signatures à l'ONU ainsi qu'aux pays qui ont participé à la guerre de Corée, y compris le Canada.

Près de 400 organisations de Corée du sud et plus de 75 organisations d'Asie de l'Est et du monde entier soutiennent l'Appel pour la paix en Corée.

Il s'agit d'une initiative importante qui reflète le profond désir du peuple coréen de mettre fin à la guerre de Corée et d'établir une paix permanente dans la péninsule coréenne, afin de contribuer à la paix en Asie de l'Est et dans le monde.

LML lance l'appel à tous à soutenir l'Appel pour la paix en Corée en signant en ligne et en téléchargeant et imprimant une copie de l'Appel pour obtenir les signatures de collègues, d'amis et de voisins dans le cadre de la contribution du Canada au succès de la campagne.

Pour plus d'informations sur l'Appel pour la paix en Corée et pour signer, imprimer et faire circuler des copies de la pétition, [cliquez ici](#).



Le dangereux objectif des États-Unis avec la création d'une OTAN asiatique

- Nick Lin -



Depuis mai 2022, les États-Unis, le Japon et la République de Corée (RdC) ont tenu plus d'une vingtaine de réunions de haut niveau. Les entretiens du premier ministre japonais Fumio Kishida et du président de la République de Corée Yoon Suk-yeol en marge du sommet de l'OTAN à Madrid le 29 juin 2022 ont été l'une des plus importantes de ces rencontres. Cette réunion a exigé que les États-Unis cajolent les cercles dominants du Japon pour surmonter leurs réticences à être perçus comme faisant preuve de déférence envers leur ancienne colonie, et cette dernière, ne voulant pas être considérée comme conciliante envers son ancien oppresseur colonial.

Les réunions tripartites visent à présenter un front uni pour que les États-Unis puissent prétendre qu'ils ont des partenaires consentants dans leurs objectifs hégémoniques dans la région, malgré les contradictions entre la RdC et le Japon. Une de ces contradictions est le refus persistant du Japon de présenter des excuses et des réparations pour l'asservissement en temps de guerre de près de 1 million de Coréens.

Les cercles dirigeants du Japon ont leurs propres objectifs de remilitariser le Japon et d'envoyer ses troupes à l'étranger pour étendre sa puissance économique et militaire. Le fait d'inciter une hystérie au sujet de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) n'est qu'un prétexte pour atteindre ces objectifs, dont celui d'augmenter massivement ses dépenses militaires.

Les réunions entre les États-Unis, le Japon et la RdC ont comme objectif premier de diaboliser la RPDC sous couvert de « dénucléarisation de la péninsule coréenne » pour blâmer la RPDC pour la hausse des tensions dans la région. Ce sont les États-Unis qui approvisionnent la RdC en armes nucléaires depuis 1958, en violation de l'accord d'armistice de 1953. Les menaces constantes des États-Unis ont conduit la RPDC à développer sa dissuasion nucléaire. C'est sans parler du fait que le seul pays dont il est prouvé qu'il représente une menace nucléaire dans le monde sont les États-Unis qui ont utilisé des bombes atomiques sur le Japon en 1945. Malgré tout cela, les États-Unis ont manipulé ces rencontres pour afficher leur « engagement inébranlable » à défendre la RdC et le Japon, sans exclure le recours aux armes nucléaires.

Lors de ces réunions, les expressions « un Indopacifique libre et ouvert » et « un ordre international fondé sur des règles » abondent. Il s'agit d'euphémismes pour le diktat impérialiste de la force fait le droit, notamment que les navires de guerre des États-Unis et d'autres pays, y compris le Royaume-Uni et le Canada, peuvent aller où bon leur semble. Le rôle du Canada dans l'application d'un blocus naval illégal contre la RPDC, l'empiétement de ces forces dans les eaux territoriales d'autres pays, ainsi que leurs actes de provocation contre la Chine, comme l'envoi de navires de guerre dans le détroit de Taïwan, en sont tous des exemples.

Bien que les États-Unis, le Japon et la République de Corée affirment que le but n'est pas de créer une OTAN asiatique, c'est exactement ce qui se passe. Une telle alliance va à l'encontre de la volonté des peuples du Japon et de la Corée, qui veulent des relations pacifiques et rejettent le fléau de la guerre. Le peuple japonais en général rejette les tentatives des cercles dirigeants de leur pays de retirer les garanties pacifistes de leur constitution qui empêchent les forces armées du Japon d'être déployées à nouveau à l'étranger. Le peuple coréen souhaite la réunification pacifique de sa nation, libre de toute ingérence étrangère. Avec le peuple chinois et d'autres peuples, il continue de demander une véritable indemnisation pour les crimes du colonialisme et du militarisme japonais, ce que les cercles dirigeants au Japon, qui veulent rétablir le militarisme, refusent de faire. Ni le peuple japonais ni le peuple coréen ne veulent des bases et des troupes américaines dans leur pays, et le bellicisme de l'OTAN en Europe leur indique clairement qu'une OTAN asiatique ne servira ni leurs intérêts ni leur lutte pour la paix.

Le rôle agressif des États-Unis au sommet de l'APEC

Un événement marquant a eu lieu le 18 novembre 2022, en marge du forum de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), lorsque la vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, a convoqué le premier ministre du Japon, Fumio Kishida, le premier ministre de la République de Corée, Han Duck-soo, le premier ministre de l'Australie, Anthony Albanese, la première ministre de la Nouvelle-Zélande, Jacinda Ardern, et le premier ministre du Canada, Justin Trudeau. Cette rencontre a montré qu'en plus de créer une OTAN asiatique avec le Japon et la RdC, les impérialistes américains s'attendent à ce que le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie emboîtent le pas et appuient les objectifs hégémoniques des États-Unis en Asie.

Le prétexte de la réunion était que la RPDC avait fait l'essai d'un missile balistique de longue portée. Cet essai a été présenté en dehors du contexte de la décision de la RPDC de développer de tels armements en réponse aux agressions incessantes des États-Unis et au refus d'entreprendre des négociations légitimes pour la paix depuis la fin de la guerre de Corée, à moins d'y être forcés.

La Maison-Blanche a, au contraire, donné un compte-rendu intéressé de la réunion de l'APEC pour diaboliser et isoler la RPDC. Les États-Unis ont prétendu que « la voie du dialogue reste ouverte à la RPDC » et que la réunion « exigeait de la RPDC qu'elle abandonne sa provocation insensée et revienne à une diplomatie sérieuse et soutenue ».

Le bureau du premier ministre Justin Trudeau a rapporté à peu près de la même manière la réunion

avec Kamala Harris : « Le premier ministre a fermement condamné les actes de provocation de Pyongyang et a réclamé la coordination constante de la communauté internationale pour contrer la menace que représentent les programmes nucléaires et de missiles balistiques en cours en Corée du nord. »

Des manoeuvres militaires dirigées par les États-Unis autour de la péninsule coréenne

En plus de tenir des réunions avec la Corée du sud et le Japon, les États-Unis ont intensifié les exercices de guerre tripartites avec ces deux pays afin de former, en pratique, une alliance agressive de type OTAN en Asie. Tous ces exercices de guerre sont présentés comme des réponses aux activités de la RPDC, mais c'est pour dissimuler que ce sont les États-Unis qui représentent la menace la plus grave pour la paix dans la région et que le but de ces exercices n'est pas la légitime défense, mais la préparation à l'agression et à la guerre dirigées par les États-Unis en Asie.

Le département de la Défense des États-Unis indique : « Du 8 au 14 août 2022, la marine des États-Unis, la Force d'autodéfense maritime du Japon et la marine de la RdC ont participé à une alerte de missiles et à un exercice de recherche et de localisation de missiles au cours de l'exercice multinational Pacific Dragon près de la côte où est située la zone de tir de missiles du Pacifique, en Hawaï. »

Il ajoute : « À la suite de la réunion ministérielle multilatérale États-Unis-République de Corée-Japon du 11 juin, cet exercice d'alerte, de recherche et de localisation de missiles a fait foi de l'engagement des États-Unis, la RdC et le Japon de développer la coopération trilatérale afin de répondre aux défis posés par la RPDC, protéger la sécurité et la prospérité communes, et consolider l'ordre international fondé sur des règles. »

Le 30 septembre 2022, les marines de la RdC, des États-Unis et du Japon ont mené des exercices anti-sous-marins trilatéraux à l'est de la péninsule coréenne. Comme on pouvait s'y attendre, la marine de la RdC a affirmé que les exercices étaient « conçus pour améliorer sa capacité de répondre aux menaces grandissantes des sous-marins nord-coréens, y compris leurs missiles balistiques mer-sol (MBMS) », tandis que les États-Unis ont dit que les exercices augmenteraient l'interopérabilité et la coordination tactiques et techniques des deux pays. Les marines américaine et japonaise ont aussi dit que les exercices visent à promouvoir « une région indopacifique libre et ouverte ».

Ces exercices anti-sous-marins étaient suspendus depuis 2017 dans le cadre des efforts du gouvernement précédent de Moon Jae-in pour créer les conditions de négociations entre la RPDC et les États-Unis. Le président actuel de la RdC, Yoon Suk-yeol, a ouvertement affirmé que son but était d'impliquer davantage la RdC dans la « coopération trilatérale de sécurité » avec les États-Unis et le Japon.

Les trois pays ont tenu un « un exercice de défense antimissile trilatéral dans les eaux entre la Corée et le Japon » le 6 octobre 2022, dont les États-Unis ont dit qu'il « vise à améliorer l'interopérabilité de nos forces collectives et met en lumière la puissance de la relation trilatérale avec nos alliés japonais et sud-coréens, qui est audacieuse et qui reflète nos valeurs communes, et s'oppose résolument à ceux qui compromettent notre stabilité régionale ». Ils ont aussi affirmé qu'au cours de la même semaine, les États-Unis « ont mené des exercices aériens avec nos alliés de la RdC et du Japon, ainsi qu'un exercice conjoint de missiles tactiques à tir réel avec la RdC. »

Un autre exercice naval trilatéral a eu lieu le 22 février, qui, dit-on, devait privilégier le partage d'information sur les missiles balistiques.

Alors que l'armée américaine parle de « valeurs communes », le fait demeure qu'en vertu du Commandement des forces combinées Rdc/États-Unis, en temps de guerre les forces militaires de la Rdc sont subordonnées au commandement des États-Unis, tout comme les forces armées canadiennes sont subordonnées au Commandement Nord des États-Unis. Les États-Unis ont près de 24 000 troupes et 15 bases en Rdc.

En même temps, les Forces armées États-Unis-Japon ont stationné 50 000 soldats américains dans 23 bases partout au Japon.



L'otanisation du Japon

- K.C. Adams -



Manifestation le 19 novembre 2022 au Japon contre l'acquisition de porte-avions nucléaires

L'inquiétude grandit au Japon où l'élite dirigeante se prépare à la guerre. Le Japon est entraîné dans l'alliance de guerre États-Unis/OTAN en conjonction avec les impérialistes américains. À la fin de 2022, les militaristes au pouvoir sous Fumio Kishida ont annoncé un budget avec lequel les dépenses militaires atteindront la cible du 2 % du PIB imposée aux membres de l'OTAN. La situation met en lumière que les peuples des pays de l'OTAN, comme le Canada, doivent intensifier leurs activités antiguerre, y compris exiger le démantèlement de l'OTAN. Le Canada et d'autres pays de l'OTAN ont besoin de gouvernements antiguerre et de faire de leurs nations des Zones de paix.

Expansion en flèche du budget de guerre du Japon

Le gouvernement militariste du Japon compte augmenter les dépenses de guerre de 1 billion de yens (65 milliards de dollars CAD). Le budget de guerre quinquennal d'« opération de croissance » injecte une somme supplémentaire de 43 billions de yens, atteignant 2 % du PIB annuellement avant 2027, tel que requis pour adhérer à l'alliance de l'OTAN dirigée par les États-Unis. Le budget de guerre accru de 6,5 billions de yens pour l'année fiscale de 2023 est énorme, comparativement aux 5,5 millions de yens pour l'année fiscale 2022, ce qui, en soi, est un montant record.

Les dépenses militaires augmenteront de près de 1 billion de yens par année au cours des cinq prochaines années. Le gouvernement militariste dit que 5 billions de yens seront consacrés à des missiles à distance de sécurité (« standoff ») et un autre 5 billions de yens à la munition. Wikipédia définit les missiles « standoff » comme étant des armes offensives[1].

Les documents de guerre renouvelés du Japon

Ce qui suit est un survol du contenu des documents de guerre publiés par le gouvernement militariste, y compris leurs orientation politique à long terme appelées « Stratégie de sécurité nationale (SSN) ».

L'armée japonaise se dotera d'« une capacité préventive lui permettant de frapper des cibles en territoire ennemi ». Les principaux ennemis en question sont la Chine, qui serait le « plus grand défi stratégique », la République populaire démocratique de Corée, « qui se fait de plus en plus menaçante », et la Russie, « une préoccupation sécuritaire sérieuse ». Une capacité préventive permet au Japon de frapper à plus grande distance « des bases militaires et des noeuds de réseau contrôle-commande munis de missiles offensifs ».

Selon les documents de la SSN : « Considérant l'environnement immédiat, le contexte de sécurité du Japon est le plus grave et le plus complexe depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale » et on y souligne qu'il existe une pression grandissante exercée par « ceux qui cherchent à changer unilatéralement le statut quo par la force ». Toujours selon le document de la SSN : « La Chine a intensifié ses activités militaires coercitives autour de Taïwan et les inquiétudes liées à la paix et à la stabilité dans le détroit de Taïwan grandissent non seulement dans la région indopacifique, y compris le Japon, mais aussi dans toute la communauté internationale. »

La déclaration de la SSN a été publiée alors que l'impérialisme américain maintient toujours 23 bases militaires d'occupation au Japon, des centaines d'avions et de navires de guerre et des milliers de soldats. Il a aussi des bases militaires, navales et aériennes et des milliers de soldats en Corée du sud et partout dans la région du Pacifique Sud. En outre, malgré l'opposition quasi unanime de représentants élus et non élus et de la majorité de la population d'Okinawa, le gouvernement militariste japonais puise dans les fonds publics pour construire de nouvelles bases militaires et de nouveaux ports américains dans la principale île d'Okinawa et près de Kyushu sur l'île Mage-shima.

Le premier ministre Fumio Kishida dit que le monde est présentement « à un carrefour historique » et que le Japon se doit « d'agir avec urgence ». Il a dit que les nouvelles dépenses de guerre, y compris la capacité de passer à l'offensive, sont « conformes à ce que permet la constitution » et que la politique axée sur la défense seulement resterait indemne. « L'évolution du Japon en tant que nation pacifique ne changera pas », a-t-il dit.

Beaucoup de Japonais ne partagent pas ce point de vue et reconnaissent que depuis la défaite des militaristes en 1945, l'occupation américaine a maintenu au pouvoir ces groupes de militaristes et leurs familles. Les impérialistes américains, avec leurs douzaines d'installations militaires au Japon et leurs vassaux tenant les rênes du pouvoir économique et politique, ont utilisé le pays comme base et fournisseur militaire pour les guerres des impérialistes américains en Corée et au Vietnam, et pour intimider la Chine et poursuivre leurs ambitions hégémoniques dans toute la région indopacifique. L'économie japonaise de production industrielle de masse a été intégrée à l'économie de guerre des États-Unis.

L'intégration aux forces militaires américaines et de l'OTAN

Afin de mettre sa capacité de première frappe en pratique, lit-on dans les documents de guerre, le Japon devra, d'ici cinq ans, élargir la portée de ses missiles offensifs Type-12 et acheter des missiles

Cruise Tomahawk américains ayant une portée de près de 1 600 kilomètres. Les Tomahawks doivent combler l'écart au cours de la première tranche du plan quinquennal en attendant que la portée des missiles Type-12 soit élargie. Le coût total de cette capacité offensive serait de près de 5 billions de yens.

Dans le document, on souligne que la capacité offensive doit aussi faire partie d'un plan plus large par lequel le Japon s'inscrit dans un système de défense aérienne et de missile intégré, ce qui, conformément à l'expansion des bases militaires américaines au Japon, nécessitera une plus grande coopération avec les forces militaires américaines ainsi qu'avec l'OTAN.

Dans le document, on décrit aussi en détail les plans du Japon pour transitionner vers une politique de « défense cybernétique active » qui lui permettrait d'élargir considérablement son nombre d'experts militaires en cybernétique d'environ 890 employés actuels à près de 4 000 employés d'ici l'année fiscale 2027, alors que le personnel actif en cybernétique dans les forces militaires et au ministère de la Défense atteindra près de 20 000 employés.

L'objectif du 2 % en dépenses de guerre, encadré dans la SSN et le plan de 43 billions de yens compris dans le programme de défense, ferait en sorte que le Japon respecterait le niveau de dépenses pour la défense fixé par l'OTAN. Ceci représente une déviation du plafond non officiel du pays de près de 1 % du PIB et démontre une volonté de se joindre à l'alliance militaire américaine de l'OTAN.

Sebastian Maslow, un professeur au Collège de femmes Sendai Shirayuri, dit que, selon le document révisé, le rôle du Japon est élargi au sein de son alliance militaire avec les États-Unis et que la position défensive dirigée par les États-Unis dans la région indopacifique est consolidée. Ces mesures, dit Maslow, élargissent la coopération de défense bilatérale au point que le Japon reconnaît ouvertement son rôle non pas comme « bouclier » mais comme « glaive » dans sa relation avec les États-Unis. La bonification de ses capacités et de la sophistication de ses armes permettra une plus grande intégration aux États-Unis et à d'autres forces partenaires alors que Washington n'est plus en mesure d'assurer à lui seul un équilibre de pouvoir régional positif, selon Maslow.

Le quotidien *Akahata* rapporte que le gouvernement militariste de Kishida accordera aux forces militaires le droit d'utiliser les missiles américains pour des premières frappes contre la Chine, la Corée et la Russie, dans le cadre du réseau de défense aérienne U.S. Integrated Air and Missile Defense (IAMD). Selon la doctrine des chefs d'état-major, le système IAMD a comme objectif une frappe d'intervention globale capable de détruire toute cible, y compris des bases de missiles ennemies, des pistes d'atterrissage, des centres contrôle-commande, au moyen d'armes de longue portée guidées avec précision.

Les forces armées du gouvernement du Japon, en se basant sur de l'information fournie par les forces militaires américaines et sous sa direction, lanceront des offensives contre des cibles ennemies. Le gouvernement militariste de Kishida des partis cartellisés libéral démocratique et Komei reconnaissent que le Japon pourrait initier une frappe contre l'ennemi, y compris des attaques préventives comme partie intégrante de ce qu'il définit comme l'« exercice du droit d'autodéfense collective » au sein de l'alliance militaire États-Unis-Japon. Cela n'est pas qu'une question législative. Akahata affirme que l'introduction du système IAMD soumettra le Japon au contrôle militaire opérationnel des États-Unis.

Avec cette participation au système IAMD et l'atteinte de l'objectif de 2 % du PIB dans le budget militaire conformément aux critères établis par l'OTAN pour y adhérer, les gens parlent de l'« otanisation de l'Asie orientale », comme pour « l'otanisation de l'Europe ». Dans ce contexte, le premier ministre militariste Kishida a pour la première fois participé au sommet de l'OTAN en juin dernier et s'est engagé à renforcer la coopération avec l'alliance agressive dirigée par les États-Unis.

Le fait que le Japon ait doublé ses dépenses militaires sur cinq ans fera de son budget le troisième

plus important au monde. La continuation de l'occupation militaire américaine au sein de l'alliance militaire États-Unis-Japon signifie que le Japon s'engage toujours plus dans l'alliance atlantique agressive, menant à ce que certains appellent « l'otanisation du Japon ».

Dans le même temps, les militaristes japonais poussent les membres actuels de l'OTAN à s'impliquer davantage dans la région asiatique. C'est ainsi que le Royaume-Uni a créé une nouvelle alliance militaire, AUKUS, avec les États-Unis et l'Australie, et joue un rôle majeur dans l'implication militaire européenne dans la région indopacifique. Pendant ce temps, des navires de guerre de pays membres de l'OTAN tels que le Canada, la France et les Pays-Bas intensifient leur présence militaire et on se prépare à la guerre dans toute l'Asie, particulièrement en Asie orientale.

Le secrétaire d'État du président Biden applaudit les dépenses de guerre du Japon

Le secrétaire d'État américain Antony J. Blinken, dans une déclaration publiée le 16 décembre, affirme : « Les États-Unis d'Amérique et le département d'État américain saluent la nouvelle stratégie de sécurité nationale du Japon, sa stratégie de défense nationale et le programme de consolidation de la défense, annoncés le 16 décembre. Comme le président Biden l'a fait dans notre propre stratégie de sécurité nationale, nos alliances et partenariats sont notre plus grand atout stratégique, et les nouveaux documents du Japon redéfinissent la capacité de notre alliance dans la promotion de la paix et la protection de l'ordre fondé sur des règles dans la région indopacifique et partout dans le monde. Nous applaudissons l'engagement du Japon à moderniser notre alliance en augmentant les investissements dans les rôles, missions et capacités bonifiés et une plus grande coopération défensive avec les États-Unis et d'autres alliés et partenaires, tel qu'indiqué dans ces documents.

« La stratégie du Japon converge avec la nôtre, car elle reconnaît que de plus grands liens entre nations compatibles sont de la plus haute importance pour protéger nos intérêts et nos valeurs communs et pour affronter des défis communs. Nous saluons l'importance que prête le Japon à la coordination avec un plus grand éventail de partenaires dans la région indopacifique et partout dans le monde.

« De l'Afghanistan à l'Ukraine, le Japon est notre partenaire indispensable, répondant aux enjeux les plus pressants affectant la stabilité mondiale et appuyant toutes les nations qui ont à cœur un ordre international fondé sur des règles.

« Félicitations au Japon dans cette étape fondamentale pour moderniser notre alliance et rehausser notre capacité collective pour relever les défis mondiaux. »

Comment payer pour des dépenses militaires accrues

Un panel gouvernemental a discuté de l'expansion des forces militaires japonaises et a remis un rapport au premier ministre Kishida le 22 novembre. Le rapport examine, en partie, la question de comment payer pour un budget de guerre dont les dépenses auront doublé en cinq ans. Pour amasser les fonds requis, on soulève dans le rapport la nécessité d'augmenter le fardeau fiscal pour le public général et de siphonner le financement destiné aux programmes sociaux en faveur du budget de guerre.

Le dirigeant du secrétariat du Parti communiste du Japon (PCJ) Koike Akira, lors d'une conférence de presse, a dit : « Selon le rapport, la capacité de frapper l'ennemi est un changement draconien dans la politique de sécurité du Japon. Les auteurs du rapport proposent que le gouvernement doive

profiter de tout ce dont il dispose, y compris l'infrastructure économique, financière, de technologie scientifique et publique à des fins militaires. »

Koike Akira critique le rapport, qui priorise la politique militaire. Il note que le rapport exige que le public général paie plus d'impôts et accepte des compressions aux dépenses gouvernementales dans les programmes de sécurité sociale et d'autres services liés au mieux-être des gens afin de financer l'importante hausse des dépenses militaires. Il souligne qu'au Japon, où l'inégalité économique et la pauvreté sont à la hausse, le peuple peine à gérer l'augmentation constante des prix. Il dit que dans ce contexte, s'il y a hausse des impôts telle que proposée par le panel d'experts, il est clair que les conditions de vie du peuple vont se détériorer, avec comme résultat une baisse de la consommation individuelle et une détérioration de l'économie du Japon.

Koike Akira dit que le PCJ exige un arrêt immédiat des discussions sur l'accès du Japon à une capacité préventive et un renoncement à l'objectif de doubler les dépenses militaires, qui aura des répercussions sur les moyens de subsistance du peuple. Il ajoute que le PCJ va travailler fort pour intensifier le mouvement public pour empêcher le gouvernement de mener à bien une politique de consolidation militaire inspirée du rapport du panel d'experts.

L'opposition se développe contre l'alliance militaire États-Unis-Japon

Les opposants au gouvernement militaire de Kishida et à l'occupation militaire par les États-Unis se sont rassemblés en grand nombre vers la fin de novembre et au début du mois de décembre. Les gens sont alarmés par la mesure scandaleuse du gouvernement militariste de Kishida visant à accroître les dépenses militaires à des niveaux jamais vus depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les rassemblements antiguerre ont eu lieu partout au Japon le 8 décembre, date du 81^e anniversaire du début de la guerre ouverte entre le Japon et les États-Unis suite au bombardement d'Hawaï par les Japonais.

Des campagnes de rue ont eu lieu partout au Japon pour encourager la discussion parmi le peuple sur la nécessité d'un gouvernement antiguerre. À Tokyo, le comité organisateur du congrès des Mères du Japon et la Conférence japonaise pour la paix ont organisé une de ces actions de tribune populaire. Pour rappeler les dangers et alerter les gens aux dangers d'un militarisme accru de l'élite dirigeante, les membres du comité ont distribué des copies du « coupon rouge » de la circonscription que le gouvernement militariste japonais attribuait pour forcer le peuple à servir de chair à canon dans leurs guerres sans fin pour rivaliser avec ses concurrents impérialistes tels les États-Unis et la Grande-Bretagne, et élargir son hégémonie et son pouvoir colonial de la Corée à la Chine et plus loin encore dans les années 1930 et 1940.

La présidente de la Fédération japonaise des organisations des femmes, Shibata Masako, prenant la parole à Tokyo, a dénoncé le gouvernement militariste de Kishida pour avoir ajouté « une capacité de frappe à la politique de sécurité du Japon ». Elle a condamné le gouvernement militariste et son intention de couper dans les dépenses sociales consacrées au mieux-être du peuple, à l'éducation et aux services sociaux et détourner de plus en plus de fonds publics pour payer l'importante consolidation militaire. Une course aux armements n'engendre jamais la paix, a dit Shibata.

Maki Yuko de la Nouvelle association des femmes japonaises a aussi dénoncé le gouvernement militariste de Kishida et son intention d'augmenter le budget militaire de 43 billions de yens au cours des cinq prochaines années. D'autres orateurs ont lancé l'appel à l'établissement d'une diplomatie fondée sur le repentir du Japon par rapport à son passé militariste et d'avancer sur une nouvelle voie antiguerre. La vice-présidente de la Confédération nationale des syndicats, Maeda Hiroshi, a, à son tour, exprimé la nécessité de consolider les efforts diplomatiques et non les capacités militaires.

Les syndicats des travailleurs d'hôpitaux publics ont tenu une conférence de presse le jour suivant pour contester la tentative par le gouvernement militariste de Kishida de puiser à même les fonds de réserve des hôpitaux publics pour financer l'augmentation des dépenses militaires de 43 billions de yens. Le gouvernement militariste a annoncé son intention de puiser dans le fonds de réserve publics géré par les hôpitaux nationaux et autres et de donner 150 billions de yens aux forces militaires.

Le secrétaire général du Syndicat national des travailleurs d'hôpitaux du Japon, Suzuki Hitoshi, a dit que les réserves de fonds médicaux sont nécessaires pour que les hôpitaux publics puissent continuer de fonctionner dans les communautés locales en cas d'urgence et ne devraient jamais servir à des fins militaires.

Le secrétaire général du syndicat qui regroupe les travailleurs de l'organisation de la santé communautaire du Japon, Kaneko Masahito, a dit que le fonds de réserve des hôpitaux publics existe pour dispenser de meilleurs soins de santé et de soins infirmiers aux gens dans les communautés locales et qu'il est tout à fait inacceptable que le gouvernement militariste de Kishida veuille s'en servir à des fins militaires.

Un rassemblement antiguerre a eu lieu à Tokyo au début du mois de novembre pour exiger que le Japon soit une zone pour la paix et pour accroître les dépenses en programmes sociaux et non pour la guerre. Les manifestants ont dénoncé le gouvernement militariste de Kishida, qui se prépare à la guerre en augmentant les dépenses militaires tout en ignorant la souffrance du peuple en raison de la crise de l'augmentation croissante du coût de la vie.

Les orateurs ont souligné la forme pernicieuse de politiques anticommunistes promues par le gouvernement militariste de Kishida en alliance avec les réactionnaires de la Fédération familiale pour la paix mondiale, connus sous le nom de Moonies. Cette propagande de guerre du gouvernement, de concert avec les Moonies, a été exposée après l'assassinat de l'ancien premier ministre militariste Abe. Une enquête a fait la lumière sur le lien intime entre le parti cartellisé au pouvoir et l'Église de l'Unification anticommuniste. Une série de démissions ministérielles et des scandales financiers dans lesquels étaient impliqués les ministres du cabinet Kishida, tel que rapportés dans les médias, ont exposé une alliance réactionnaire pro-guerre et anticommuniste entre l'Église de l'Unification et le Parti démocratique libéral au pouvoir, qui dure depuis près de soixante ans. Les dépenses actuelles proposées sont un aboutissement de cette relation qui fait partie de la campagne impérialiste américaine pour contenir le communisme et accéder à l'hégémonie mondiale par la guerre et d'autres moyens.

Les orateurs du rassemblement de Tokyo ont dénoncé la décision du gouvernement militariste de Kishida d'élargir ses forces militaires et d'acquérir une capacité de première frappe pour attaquer la Chine, la Corée et la Russie. Ils ont dit que le gouvernement militariste était mû par un esprit revanchiste et nourrissait le rêve de transformer encore une fois le Japon en un « pays combattant ». Suite aux discours, les participants au rassemblement ont marché jusqu'au bureau gouvernemental de Kasumigaseki et scandé des slogans antiguerre devant l'édifice du Diet (le parlement).

Note

1. *Wikipedia* décrit les missiles « standoff » comme étant des armes offensives. Ces armes sont des missiles ou des bombes qui peuvent être lancés à une distance telle que le personnel qui mène l'assaut est protégé des impacts de ces armes ou des tirs défensifs provenant de la zone ciblée. Généralement, elles sont utilisées contre les cibles sur terre et sur mer lors d'une opération offensive. Le nom vient du fait que les opérateurs de ces armes peuvent les utiliser tout en étant hors de portée de ceux qui vraisemblablement vont riposter face à l'attaquant. Ces armes comprennent généralement les missiles Cruise, les bombes planantes et les missiles balistiques à courte portée.

(Avec des informations provenant de Japan Press Weekly, Japan Times et d'autres)



Le pacte de sécurité Australie, Royaume-Uni, États-Unis consolide la quête de domination américaine en Asie Pacifique

– Steve Rutchinski –



Manifestation contre l'AUKUS devant le bureau de circonscription du premier ministre australien Anthony Albanese à Sydney, le 24 février 2023

Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie consolident présentement le pacte de sécurité AUKUS, créé en 2021 pour servir les objectifs États-Unis/OTAN de confrontation avec la Chine au nom du noble idéal d'une soi-disant « région indopacifique libre et ouverte ».

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken rapporte que le 13 mars, « le président Biden, le premier ministre britannique Sunak et le premier ministre australien Albanese ont annoncé la voie optimale qui permettra à l'Australie d'acquérir des sous-marins nucléaires munies d'armes conventionnelles (SMC) en vertu du partenariat entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis (AUKUS).



Le partenariat AUKUS est une modernisation des alliances et des partenariats de longue date entre nos pays, guidés par un engagement commun, celui de la prospérité, la sécurité et la stabilité mondiale. Il consolide notre coopération diplomatique, de sécurité et de coopération en réponse aux défis complexes du futur.

« Les avantages du partenariat AUKUS auront des retombées dans toute la région indopacifique, où habite plus de la moitié des peuples du monde et où tournent près des deux-tiers de l'économie mondiale. Il ravive notre force collective en rapprochant nos alliés et partenaires transatlantiques et indopacifiques en appui au système international sur lequel reposent ces objectifs. »

Les « alliances et partenariats de longue date entre nos

pays » comprennent le réseau d'espionnage mondial appelé Groupe des Cinq, dirigé par les États-Unis, et divers niveaux d'engagement auprès de l'OTAN. L'AUKUS lui-même a été créé en mettant fin subitement à une entente avec la France qui devait approvisionner l'Australie en nouveaux sous-marins. Le ministre français des Affaires étrangères de l'époque, Jean-Yves Le Drian, a qualifié le nouveau pacte de « coup dans le dos ».

Alors que la France aurait fabriqué des sous-marins diesel-électriques, l'Australie a maintenant accepté d'acquérir des sous-marins nucléaires des États-Unis, qui sont plus difficiles à localiser, au coût de 358 milliards de dollars australiens. Ces sous-marins ont aussi une plus grande portée, sont plus rapides et peuvent contenir plus d'armes. Dans une déclaration de l'ancien premier ministre Scott Morrison et du ministre de la Défense Peter Dutton en 2021, il était nécessaire de « renforcer la capacité et l'interopérabilité conjointes » et d'acquérir « la technologie sous-marine la plus avancée possible pour défendre l'Australie et ses intérêts nationaux ». Autrement dit, c'est le rôle qu'on voudrait voir l'Australie jouer, celui d'appuyer les objectifs hégémoniques des États-Unis dans la région, ce qui requiert un prototype de sous-marin plus létal et plus furtif.

Les pays de l'AUKUS disent que « la modernisation par l'Australie de sa flotte de sous-marins » se fera sur plusieurs décennies avec l'achat de vaisseaux construits aux États-Unis en collaboration avec le Royaume-Uni pour développer et construire de nouveaux sous-marins de classe AUKUS.

Depuis la création d'AUKUS, le peuple australien n'accepte pas que le gouvernement consacre des centaines de milliards de dollars à des fabricants d'armes pour se préparer à une confrontation avec la Chine, aux dépens de la sécurité du peuple et de son mieux-être. Les manifestations n'ont pas cessé depuis la création d'AUKUS, et plus récemment le 14 mars, au lendemain de l'annonce la plus récente.





À Sydney le 14 mars 2023

L'ancien premier ministre de l'Australie dénonce l'AUKUS

L'ancien premier ministre de l'Australie Paul Keating, le 15 mars au National Press Club, a vivement dénoncé l'AUKUS et la servilité du gouvernement du Parti du travail d'Anthony Albanese face aux États-Unis et au Royaume-Uni ainsi que la désinformation visant à propager l'hystérie envers la Chine.

Entre autres, Paul Keating a affirmé : « La complicité du gouvernement d'Albanese avec la Grande-Bretagne et les États-Unis dans la construction tripartite d'un sous-marin nucléaire pour l'Australie

dans le cadre de l'AUKUS est en fait la pire décision internationale prise par un gouvernement australien travailliste depuis que l'ancien dirigeant travailliste Billy Hughes a tenté de faire adopter la conscription afin de renforcer les forces armées australiennes lors de la Première Guerre mondiale. »

Il a dit que la souveraineté dont parle le gouvernement australien est vide de sens et qu'en vertu de l'AUKUS l'Australie payera la facture tandis que les sous-marins « resteront toujours le mandat opérationnel des États-Unis, ou maintenant, de la Grande-Bretagne – avec de la technologie appartenant aux gestionnaires américains et dépendante d'eux. En fait, il a acheté une flotte de sous-marins nucléaires qui sera toujours accessoire à la marine américaine – qu'elle soit commandée par un Australien ou pas. »

Paul Keating a décrit la dépendance de l'Australie envers la Grande-Bretagne et le premier ministre britannique Rishi Sunak qui la défend comme étant « vraiment pathétiques », ajoutant que le Royaume-Uni « est à la recherche de dupes » dans le but de créer « une Grande-Bretagne mondiale [...] après que cet imbécile [Boris] Johnson ait détruit leur place en Europe. »

« Nous nous tournons vers Rishi Sunak, bon sens – Rishi Sunak – pour que l'Australie trouve sa sécurité en Asie. C'est vraiment pathétique », a-t-il dit, expliquant plus en détail les diverses façons dont la Grande-Bretagne a laissé tomber les relations militaires et économiques avec l'Australie au cours des décennies. »

Quant à l'efficacité des sous-marins, selon l'évaluation pragmatique de Keating : « Tout sous-marin australien ne pourrait avoir qu'un impact militaire symbolique contre la Chine, surtout muni d'armes conventionnelles. » Ainsi, « on prévoit dépenser près de 368 milliards de dollars pour des sous-marins nucléaires devant mener des opérations contre la Chine dans des conditions périlleuses, alors que cela apporte peu en termes d'avantages militaires à quiconque, ni même aux Américains. »

Pour ce qui est de la Chine, il a dit sans équivoque que la Chine ne menace ni les États-Unis, ni l'Australie.

« La Chine ne peut être une menace orthodoxe pour les États-Unis. Par orthodoxe, je veux dire une menace d'invasion », a dit Keating, qui ajoute :

« Les États-Unis sont protégés par deux vastes océans, avec des voisins amicaux au nord et au sud, le Canada et le Mexique. Et les États-Unis possèdent le plus important arsenal de toute l'histoire de l'humanité. C'est impensable que les Chinois aient l'intention d'attaquer les États-Unis et ils ne pourraient le faire même s'ils le désiraient. Pourquoi donc les États-Unis et leur Congrès insistent-ils tant pour dire que la Chine est une 'menace' ?

« Dans son propre rapport annuel au Congrès à la fin de 2022, le département de la Défense des États-Unis a dit que 'la RPC veut limiter la présence des États-Unis dans la périphérie chinoise'. En d'autres mots, la Chine veut garder les navires de la marine américaine loin de ses côtes. Quel scandale !

« Imaginez comment les États-Unis réagiraient si la marine de haute-mer chinoise allait faire du tourisme le long des côtes de la Californie. Les États-Unis auraient une crise d'apoplexie. »

Par le biais de l'AUKUS, « [l'Australie] est maintenant partie intégrante d'une politique d'endiguement contre la Chine, a-t-il dit. Le gouvernement chinois ne veut pas attaquer personne. Il ne veut pas nous attaquer [...] Nous les approvisionnons en fer, ce qui maintient leur base industrielle, et ils ne peuvent aller le chercher ailleurs qu'ici. Pourquoi nous attaqueraient-ils ? Ils ne veulent pas attaquer les Américains [...] L'enjeu est pourtant simple : les États-Unis veulent maintenir leur hégémonie stratégique en Asie orientale. Voilà de quoi il s'agit. »

Tout comme en Afghanistan et en Irak, si tout tombe à l'eau, a-t-il dit, les États-Unis « ne feront que se retirer et laisser les pots cassés derrière eux. Ils s'en retourneront à San Diego, à 10,000 kilomètres, et nous laisseront nous débrouiller avec les conséquences. »

La réponse de la Chine

Le 14 mars, Wang Wenbin, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, a répondu à une question de l'Agence France presse sur ce qu'il pensait de l'AUKUS. Il a dit :

« Nous avons répété à maintes reprises que l'établissement du soi-disant partenariat de sécurité entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie pour promouvoir la coopération sur les sous-marins nucléaires et d'autres technologies militaires de pointe est une mentalité typique de la guerre froide. Il ne fera qu'exacerber la course aux armements, saper le régime international de non-prolifération nucléaire et nuire à la paix et à la stabilité régionales. Les pays épris de paix ont exprimé leur vive inquiétude et leur ferme opposition. La dernière déclaration commune publiée par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie montre que les trois pays, pour leurs propres intérêts géopolitiques, ont totalement ignoré les préoccupations de la communauté internationale et se sont engagés sur une voie erronée et dangereuse.

« La coopération entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie en matière de sous-marins nucléaires implique le transfert de grandes quantités d'uranium hautement enrichi de qualité militaire d'un État doté d'armes nucléaires vers un État non doté d'armes nucléaires, ce qui pose un risque sérieux de prolifération nucléaire et viole le but du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie ont déclaré qu'ils s'engageaient à établir les normes les plus élevées en matière de non-prolifération nucléaire, ce qui n'est rien d'autre qu'une rhétorique destinée à tromper le monde. En fait, il s'agit d'une manœuvre visant à contraindre le secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à conclure des accords d'exemption et de garanties, ce qui portera gravement atteinte à l'autorité de l'organisme. La Chine s'y oppose fermement.

« Nous devons souligner une fois de plus que la coopération en matière de sous-marins nucléaires porte sur l'intégrité, l'efficacité et l'autorité du TNP. Les questions de garanties liées à l'organisme concernent les intérêts de tous les États membres de l'AIEA et doivent être examinées et décidées conjointement par tous les États membres dans le cadre d'un processus intergouvernemental transparent, ouvert et inclusif. En attendant que tous les États membres de l'AIEA parviennent à un consensus, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie ne doivent pas poursuivre leur coopération dans ce domaine, et le secrétariat de l'AIEA ne doit pas signer des documents avec ces trois pays sur les arrangements en matière de garanties.

« Il faut souligner que l'Asie-Pacifique est la région la plus dynamique et celle qui connaît la croissance la plus rapide au monde. Cela a été réalisé à travers des difficultés et est tout à fait précieux. La Chine exhorte les trois pays à tenir compte de l'appel de la communauté internationale et des pays de la région, à se débarrasser de la mentalité dépassée de la guerre froide et du jeu à somme nulle et de l'esprit géopolitique étroit, à remplir sérieusement leurs obligations internationales et à s'abstenir de faire ce qui porte atteinte à la paix et à la stabilité régionales et mondiales. »

(Avec des informations du département d'État américain, gouvernement australien, Consortium News, Ministère des Affaires étrangères de la RPC. Photos : Sydney Anti-AUKUS Coalition)



Les Philippines s'opposent résolument à l'expansion et aux provocations militaires des États-Unis



Le mouvement antiguerre philippin a résolument dénoncé la visite du secrétaire américain de la Défense Lloyd Austin le 2 février. En tournée officielle en Asie, celui-ci cherchait à obtenir des concessions militaires des Philippines et de la Corée du sud. Les manifestants à Manille ont scandé des slogans, brûlé des drapeaux américains et brandi des pancartes dénonçant la visite d'Austin et la décision annoncée le jour même par Ferdinand Marcos Jr de mettre quatre bases militaires à la disposition des États-Unis, au-delà des cinq qui leur avaient été accordées en vertu de l'Entente de coopération de défense renforcée (EDCA). L'EDCA autorise les forces militaires, ainsi que leurs armes et approvisionnements, à y rester « indéfiniment », alors qu'elles alternent entre les casernes et les édifices construits sur les camps militaires philippins.

Les manifestants ont exigé que les forces militaires américaines se retirent des Philippines. Ils ont appelé à l'abrogation de l'EDCA, du Traité de défense mutuelle États-Unis-Philippines de 1951 et de l'Accord des forces étrangères de 1999, et ont exigé la fermeture des opérations militaires américaines aux Philippines.

Ces traités inégaux permettent aux États-Unis d'imposer leur diktat militaire aux Philippines, de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays et d'intégrer celui-ci à la machine de guerre américaine. La présence militaire américaine accrue dans les Philippines fait partie de la « Stratégie indopacifique » de l'administration Biden qui allègue que c'est l'« agression » chinoise qui pousse à l'expansion militaire américaine et aux préparatifs de guerre dans la région.



Lors de sa réunion avec le secrétaire Austin, le président Marcos a dit, entre autres : « J'ai toujours

dit que l'avenir des Philippines et, pour ainsi dire, de l'Asie-Pacifique, reposera toujours sur les États-Unis, pour la simple raison que nos partenariats sont si forts. »

Les quatre bases militaires supplémentaires ouvertes aux États-Unis comprennent une base dans la province de Cagayan, près de l'extrême-nord de l'île de Luzon, où de l'autre côté de la mer se trouvent Taïwan, le détroit de Taïwan et le sud de la Chine. Une autre base est à Palawan, près des îles Spratly que réclament la Chine, les Philippines, la Malaisie, Brunei et le Vietnam.

Dans une déclaration du 5 février, le Parti communiste des Philippines (PCP) a dénoncé le plus récent accord militaire entre les États-Unis et les Philippines. Il souligne : « La présence accrue des États-Unis dans les Philippines est accompagnée d'une plus grande présence et activités militaires américaines au Japon, en Corée du sud, dans le détroit de Taïwan et la mer est des Philippines. » Le PCP a aussi souligné que la présence américaine dans la région, avec ses 8 000 soldats américains qui pourront atterrir sur le sol philippin et les près de 500 exercices militaires prévus cette année, est une provocation et une insulte envers le peuple des Philippines qui veut l'harmonie au pays et dans la région.

Le PCP appelle le peuple philippin à intensifier leur opposition à la militarisation américaine accrue de son pays et de la région et à ne pas accepter que sa souveraineté soit ainsi bafouée. Il souligne que la présence accrue de forces militaires américaines aux Philippines contribue à exacerber les tensions et à accroître l'insécurité pour tout le monde. Si rien n'est fait, la situation va dégénérer en confrontation majeure entre les États-Unis et la Chine aux dépens des peuples de la région.

Dans une autre déclaration le 16 mars, le PCP appelle le peuple à s'opposer résolument aux prochains exercices militaires conjoints États-Unis-Philippine dans le cadre desquels seront déployés près de 12 000 soldats américains dans des exercices conjoints à grande échelle au nom de la défense des Philippines. Il appelle le peuple philippin à « continuer de s'unir aux autres peuples d'Asie et d'ailleurs dans le monde qui résistent à l'intervention militaire impérialiste dans leurs pays. Un front uni pour combattre la guerre impérialiste doit être créé et consolidé pour empêcher que les exercices mènent à une conflagration. »

(Avec des informations de PCP, Bayan)



La Nouvelle Armée populaire célèbre son 54e anniversaire

Le 29 mars 2023 est le 54e anniversaire de la fondation de la Nouvelle Armée populaire (NAP), l'aile armée du Parti communiste des Philippines (PCP). La NAP a été fondée le 29 mars 1969 par José Maria Sison, trois mois après qu'il ait initié la fondation du PCP. On se souviendra toujours de José Maria Sison, décédé le 16 décembre 2022, le fondateur du PCP et de la NAP en tant que facteurs décisifs permettant au peuple philippin d'affirmer ses droits et ses titres sur la terre qui l'a vu naître et dont il dépend.

Le peuple philippin a entamé un mois de célébrations pour souligner la fondation historique de la NAP. Dans une déclaration du 1er mars, le PCP a écrit : « La NAP a dans ses rangs des combattants rouges qui sont hautement disciplinés et politiquement conscients. Ce ne sont pas que des guerriers. Ce sont aussi des médecins, des enseignants, des artistes et des forces productives qui servent les intérêts des masses. La démocratie économique, politique et militaire est ce qui soude fermement ses officiers et ses combattants. Qu'ils soient vétérans ou nouveaux combattants, sans égard au genre ou à l'origine de classe, tous se battent avec bravoure pour la liberté du pays. Sans aucune hésitation, ils sont prêts à faire tous les sacrifices pour servir les masses et obtenir la victoire. »

Sous la direction de l'administration actuelle de Ferdinand Marcos Jr. au service des États-Unis, l'État philippin intensifie son abus et son exploitation du peuple et des ressources des Philippines en mettant encore plus l'économie nationale à la disposition des États-Unis et d'autres monopoles privés.

Dans ce contexte, le Canada joue aussi un rôle négatif en encourageant les compagnies minières privées basées au Canada à expulser par la force les peuples autochtones philippins de leurs terres afin de faire main basse sur les ressources minérales qui s'y trouvent. Le système d'immigration et des réfugiés facilite aussi le trafic d'êtres humains qui va chercher des travailleurs philippins pour les amener au Canada comme main-d'oeuvre à bon marché jetable qu'on peut exploiter et dont on peut abuser.



En 2018, le président philippin de l'époque Rodrigo Duterte a mis sur pied le prétendu Groupe de travail national pour mettre fin au conflit armé communiste afin de tenter de mater le mouvement pour la libération nationale aux Philippines. En vertu de ce programme « contre-insurrectionnel », des milliers de personnes innocentes ont été « étiquetées rouges » – ciblées en tant que sympathisantes et guérillas de la NAP, arrêtées, tuées ou disparues. Cette campagne s'est intensifiée dans le contexte de la stratégie indopacifique des États-Unis par laquelle ceux-ci militarisent davantage les Philippines pour qu'elles servent de poste avancé pour contenir et menacer la Chine et affirmer l'hégémonie américaine sur l'Indopacifique.

La terreur et la violence anticommuniste de l'État philippin et de ses promoteurs américains ont poussé les gens à rejoindre les rangs de la NAP, en particulier les jeunes qui veulent s'engager dans la lutte armée. La NAP est active sur plus de 110 fronts de guérilla et ceux-ci se multiplient en dépit des immenses défis. En célébrant le 54e anniversaire de la fondation de la NAP, le PCP souligne que ce n'est pas la supériorité des armes ni la quantité de forces armées philippines appuyées et financées par les États-Unis ni la Force constabulaire des Philippines, avec ses chars d'assaut, ses bombes, ses avions et ses fusils qui sont décisives dans la bataille, mais plutôt l'appui du peuple philippin et la conviction de sa juste cause.

La déclaration du PCP appelle la NAP à commémorer le 54e anniversaire en redoublant de détermination, à étendre et renforcer la guérilla en renforçant ses liens avec le peuple et à marcher de force en force jusqu'à la victoire vers un avenir brillant, prospère et démocratique pour le peuple philippin.

En ce 54e anniversaire de la fondation de la NAP, *LML* appelle le peuple canadien à être solidaire avec les peuples fraternels des Philippines dans leur offensive révolutionnaire pour libérer leur

patrie de l'emprise de l'impérialisme américain et des cercles dirigeants locaux, une lutte que dirigent le PCP et la NAP.

(Avec des informations du PCP, NAP)



Deuxième sommet pour la démocratie des États-Unis

Encore plus pitoyable que le premier

– Barbara Biley –

Le 29 mars, le président américain Joe Biden et les dirigeants du Canada, du Costa Rica, des Pays-Bas, de la République de Corée et de la République de Zambie ont ouvert le deuxième Sommet pour la démocratie à Washington. Le premier s'est tenu en décembre 2021. Selon Joe Biden, l'objectif de celui-ci était de rassembler des dirigeants du monde entier « pour encourager de nouvelles actions visant à renforcer la résilience démocratique, démontrer comment les démocraties répondent aux besoins des citoyens et mettre en évidence comment les démocraties sont les mieux équipées pour relever les défis les plus pressants du monde ».

Les États-Unis auraient invité 120 dirigeants à ce sommet, qui s'est tenu essentiellement de manière virtuelle mais n'ont réussi à réunir que 65 représentants de « gouvernements et autorités d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud afin de mettre en place un organe de coordination intergouvernemental ». Le président américain a annoncé un financement supplémentaire de 690 millions de dollars, en plus des 400 millions de dollars annoncés lors du dernier sommet, pour son « initiative pour le renouveau démocratique ». Il a promis que « sur une période de trois ans, mon administration a l'intention de travailler avec le Congrès pour engager 9,5 milliards de dollars dans le cadre de tous nos efforts visant à faire progresser la démocratie dans le monde ».

La figure de proue de la démocratie était Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine, un pays gangrené par la corruption et si peu démocratique qu'il ne remplit même pas les conditions requises pour adhérer à l'Union européenne. Il a prononcé le discours principal le 29 mars. Il a fait cette déclaration tout à fait irrationnelle : « La démocratie doit être capable d'agir – et d'agir à l'avance. La démocratie doit apprendre à être intransigeante face au mal. L'esprit de la démocratie est de trouver un compromis, mais cela ne fonctionne que pour la liberté interne d'un pays donné. Nous devons nous débarrasser de l'illusion que le compromis avec le mal peut apporter quelque chose à la liberté. Les ennemis de la démocratie doivent perdre, et c'est la seule façon de garantir une véritable sécurité pour la démocratie. » Il a fulminé contre la Russie en parlant d'une « stratégie du monde libre par rapport à la Russie totalitaire » et dit que « le mal doit perdre la guerre ». Et ensuite : « Premièrement. Nous ne devrions pas penser à sauver la face de Poutine afin de réduire prétendument le coût de la lutte contre lui. Nous devons penser à la manière de préserver le respect de la démocratie dans les pays où la liberté n'a pas encore gagné. [...] Deuxièmement [...] la défense de la démocratie doit disposer de toutes les armes qui garantiront de manière fiable la défaite de l'agresseur. Troisièmement. Les Russes doivent contribuer à protéger le monde du Kremlin, dont ils ont toléré l'impunité. Il est nécessaire de rechercher, de geler et d'ordonner le recouvrement non seulement des avoirs individuels de l'État agresseur et des parties qui lui sont liées, mais aussi de tous les avoirs de la Russie et des riches Russes qui ont échangé le silence contre l'accroissement de leur richesse. Ils doivent être motivés pour agir en faveur de la liberté et pour mettre fin à cette agression et au régime terroriste du Kremlin. [...] La démocratie a besoin d'une victoire. Maintenant ! Cette année ! Pas à un autre moment. Pas avec le temps. Maintenant ! »

Le président sud-coréen Yoon Suk-yeol, qui était co-hôte du sommet, et le président Biden ont

publié une déclaration commune dans laquelle ils affirment que depuis 2021, « le processus du Sommet pour la démocratie a rassemblé des centaines de dirigeants de gouvernements, de la société civile et du secteur privé qui se sont engagés à renforcer la gouvernance démocratique, à protéger les droits humains et à faire progresser la lutte contre la corruption. Les gouvernements participants ont pris des centaines d'engagements pour réformer les lois et les politiques, renforcer les institutions transparentes et responsables, et apporter un soutien supplémentaire aux réformateurs démocratiques, aux journalistes et aux activistes. Les organisations non gouvernementales ont utilisé la plateforme du Sommet pour la démocratie pour développer leur propre travail vital pour la protection des plus vulnérables et demander des comptes à leurs dirigeants. Les entreprises ont pris des mesures pour améliorer la résilience démocratique par le biais de leurs pratiques commerciales et de leur engagement auprès des travailleurs, des communautés et d'autres parties prenantes. »

Cela montre que le sommet n'est qu'un instrument de l'administration Biden pour faire reconnaître les États-Unis comme leader incontesté en matière de démocratie et de droits humains, en dépit de l'état de choses aux États-Unis et des crimes commis chez eux et dans le monde. Selon le *Global Times*, « l'ambition de l'administration Biden d'attirer davantage de pays dans son camp d'intérêt pour contenir ses rivaux, en particulier la Chine et la Russie, a été imbriquée dans l'ordre du jour de l'événement et est trop évidente pour être cachée ».

La contribution du Canada à un sommet bidon

Le premier ministre Justin Trudeau, qui participait au sommet avec plusieurs membres de son cabinet, est intervenu lors d'une « séance plénière des dirigeants » sur le thème « La démocratie appuie l'inclusion et l'égalité ». Un communiqué de presse du Bureau du premier ministre indique que lors du sommet, Justin Trudeau a réitéré « l'attachement du Canada à la démocratie, aux droits de la personne et à la primauté du droit » et a annoncé « l'octroi de plus de 50 millions de dollars à des initiatives visant à promouvoir et à protéger la démocratie au Canada et à l'étranger ».

Ce financement comprend une subvention de 2 millions de dollars destinée à accroître le soutien du Canada aux « programmes d'aide d'urgence et de renforcement des capacités du département d'État des États-Unis », en plus des 3 millions de dollars annoncés lors du dernier sommet en 2022.

Financement de la Fondation nationale pour la démocratie

Ce financement de l'ingérence dans les affaires d'autres pays pour promouvoir les intérêts des États-Unis n'est pas nouveau. Les libéraux de Trudeau et les conservateurs de Harper avant eux ont accordé de nombreuses subventions à l'Institut républicain international, qui se décrit comme « l'un des principaux instituts de la Dotation nationale pour la démocratie (NED), dont la mission est de faire progresser la démocratie dans le monde entier ». En date du 21 mars, les listes publiques des subventions et contributions gouvernementales montrent que, sous les régimes Harper et Trudeau, Affaires mondiales Canada a versé à l'Institut républicain international un peu moins de 18 millions de dollars.

Parmi les projets les plus récents de l'Institut républicain international figure celui qui a été annoncé le 23 mars. Le « Center for Insights in Survey Research » de l'Institut a réalisé un sondage en Argentine, en République dominicaine, au Salvador et au Panama, décrits comme des « pays ayant bénéficié d'importants investissements financiers de la part de Pékin ». Le sondage visait à déterminer les « connaissances et la perception » des résidents de ces pays concernant « l'influence du Parti communiste chinois (PCC) ». L'étude a conclu que les résultats de l'enquête montraient « des lacunes en matière de connaissances et les possibilités de résistance à l'influence autoritaire du PCC en Amérique latine et dans les Caraïbes ». Se référer à la République populaire de Chine en

tant que Parti communiste chinois est devenu la terminologie convenue des agents de police de l'alliance « Groupe des Cinq ». Dans aucun autre cas les activités d'un gouvernement sont-elles désignées comme les activités du parti politique qui dirige le gouvernement.

L'enquête déplore que, bien que la Chine ait étendu son influence en Amérique latine et dans les Caraïbes, notamment par l'intermédiaire de la Banque chinoise de développement et de la Banque chinoise d'import-export, qui ont accordé plus de 138 milliards de dollars de prêts depuis 2005, « les gens ne sont généralement pas au courant des activités financières du gouvernement chinois ». L'Institut rapporte, par exemple, que « c'est au Panama que cette méconnaissance est la plus forte, 62 % des personnes interrogées n'ayant connaissance d'aucun investissement chinois majeur ».

L'Institut y voit un problème car « sans cette connaissance [de la présence de la Chine dans leur pays], le public n'est pas en mesure de faire pression sur le gouvernement contre les investissements et les prêts défavorables ». « Alors que les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes sont de plus en plus liés au PCC, il est essentiel d'évaluer la compréhension et l'opinion du public sur l'implication du PCC dans leur pays », conclut l'Institut, fournissant ainsi aux autres services de ces agences de police une orientation pour leur travail.

L'augmentation du financement par le gouvernement libéral de la participation du Canada à la campagne multiforme de l'OTAN dirigée par les États-Unis et des agences de police des pays membres, ainsi que sa tentative de justifier cette participation au nom d'idéaux élevés, montrent que dans les institutions libérales démocratiques en perte de crédibilité et en voie d'extinction d'aujourd'hui, l'hypocrisie et l'impudeur des élites dirigeantes n'ont pas de limites.

Sur fond d'une hystérie montante concernant l'ingérence chinoise au Canada sur la base de fuites policières dans les médias, le gouvernement canadien des pouvoirs de police poursuit une stratégie visant à créer des tensions et des craintes au sujet d'agents étrangers qui auraient pour objectif de saper les systèmes politiques et électoraux du pays. Ce faisant, il étend son ingérence ouverte et secrète dans les affaires intérieures des pays qu'il déclare « hostiles » et ne faisant pas partie des nations du monde « partageant les mêmes idées », et persiste dans son offensive antisociale incessante contre ses propres citoyens.



Réunions et forums internationaux

Sommets sino-arabes



Les sommets Chine/États arabes de décembre montrent comment le monde évolue. Le point de convergence des peuples du monde se déplace lentement des centres impérialistes d'Amérique du Nord et d'Europe, avec leur héritage d'esclavage, d'oppression, de guerre et de destruction, vers les régions peuplées et en développement rapide d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les discours et les documents des sommets de décembre révèlent une grande aspiration au changement vers un développement pacifique pour le bénéfice mutuel de tous, loin de l'hégémonie, de l'ingérence et des guerres sans fin de l'impérialisme américain et d'autres régimes coloniaux. L'un des thèmes centraux est la nécessité pour les peuples de gouverner leurs propres affaires sans que les grandes puissances ne leur soufflent dans le cou et ne leur crient ce que devraient être leurs valeurs et leur mode de pensée, et ce qu'ils devraient faire.

La longue et terrible époque du pillage colonial et du fardeau de l'homme blanc pour s'étendre, piller et contrôler le monde à la pointe d'un fusil est en train de s'achever. La classe ouvrière et la paysannerie russes, entre autres, se sont levées en 1917; les peuples du monde entier se sont levés pour vaincre le fascisme lors de la Deuxième Guerre mondiale; le peuple chinois s'est levé en 1949 pour chasser les maraudeurs coloniaux et leurs vassaux; et aujourd'hui, malgré des revers sur leur chemin, les peuples reprennent leur marche en avant et affirment leur détermination à trouver un moyen d'avancer et de contrôler leurs propres affaires.

Les avancées de la civilisation se manifestent le plus clairement dans le progrès des forces productives. La production industrielle moderne de masse est irrépessible, seuls les rapports de production sont à la traîne et empêchent le Nouveau de naître et de jouer pleinement son rôle positif. En dépit des obstacles posés par le statu quo impérialiste, les peuples du monde inventeront des formes nouvelles et imaginatives pour gouverner et établir leurs relations conformément au mode de vie avancé et aux moyens de production modernes.

Les conditions objectives exigent de nouvelles formes de relations et de gouvernance, et les êtres humains ont toujours prouvé qu'ils étaient capables de les trouver quand il le faut, de régler les comptes avec la conscience décrépite de l'Ancien qui a fait son temps et qui est épuisé. Les sommets de décembre révèlent qu'un autre monde est possible, malgré ses imperfections et le fait qu'il ne soit pas tout ce que nous voulons qu'il soit. Ils montrent que l'avenir appartient aux peuples et qu'ils ont devant eux la possibilité de le saisir, de le façonner et de le construire.

Sommet Chine-États arabes et sommet Chine-Conseil de coopération du Golfe

Le premier sommet Chine-États arabes et le sommet Chine-Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont eu lieu du 7 au 10 décembre. Le président chinois Xi Jinping et 21 dirigeants d'États arabes ont participé au sommet Chine-États arabes. Tous les dirigeants des États membres du CCG ont assisté au sommet Chine-CCG et ont rencontré le président Xi Jinping, qui a en outre effectué une visite d'État officielle en Arabie saoudite[1][2].

Sommet Chine-États arabes

Lors du sommet Chine-États arabes, le président Xi Jinping a présenté des initiatives de coopération que la Chine est prête à promouvoir dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé publique, de l'innovation verte, de la sécurité énergétique, du dialogue entre les civilisations, du développement de la jeunesse, de la sécurité et de la stabilité.

Les deux parties ont publié la déclaration de Riyad du premier sommet Chine-États arabes, les grandes lignes du plan de coopération global entre la République populaire de Chine et les États arabes, ainsi qu'un document sur l'approfondissement du partenariat stratégique sino-arabe pour la paix et le développement, et ont convenu de construire une communauté sino-arabe avec un avenir

commun dans la nouvelle ère. Voir la déclaration de Riyad *ici*.

Le président Xi Jinping a prononcé un discours lors du sommet, dans lequel il a souligné que la Chine et les États arabes ont une longue histoire d'échanges amicaux. Les deux parties ont appris à se connaître et à se lier d'amitié par l'intermédiaire de l'ancienne route de la soie, elles ont partagé bonheurs et malheurs dans leurs luttes respectives pour la libération nationale, elles ont mené une coopération gagnant-gagnant dans le contexte de la mondialisation économique et elles ont défendu l'équité et la justice dans un environnement international en pleine évolution. Ensemble, la Chine et les États arabes ont nourri un esprit d'amitié caractérisé par « l'entraide et la solidarité, l'égalité et le bénéfice partagé, l'inclusion et l'inspiration mutuelle ».

La solidarité et l'assistance mutuelle sont une caractéristique distincte de l'amitié sino-arabe, a déclaré le président Xi Jinping. L'égalité et les avantages réciproques sont un moteur constant de leur amitié. La Chine et les États arabes ont donné l'exemple de la coopération Sud-Sud en poursuivant une collaboration mutuellement bénéfique. L'inclusion et l'apprentissage mutuel sont des valeurs clés inhérentes à leur amitié. La Chine et les États arabes s'apprécient mutuellement et apprennent les uns des autres. Les deux parties prônent ensemble le dialogue entre les civilisations et s'efforcent de préserver la diversité des civilisations mondiales.

Le président Xi Jinping a souligné que le monde d'aujourd'hui se trouve dans une nouvelle période de turbulences et de transformations. L'Asie occidentale et l'Afrique du Nord connaissent de nouveaux et profonds changements. L'aspiration des peuples arabes à la paix et au développement est beaucoup plus convaincante, et leur appel à l'équité et à la justice est plus fort que jamais. En tant que partenaires stratégiques, a-t-il déclaré, la Chine et les États arabes doivent transmettre et faire rayonner l'esprit d'amitié sino-arabe, renforcer la solidarité et la coopération, et favoriser une communauté sino-arabe plus étroite avec un avenir commun, afin d'apporter de plus grands bénéfices aux peuples et de faire avancer la cause du progrès humain.

Le président Xi Jinping a déclaré que la Chine et les États arabes devaient rester indépendants et défendre leurs intérêts communs. La Chine soutient les États arabes dans l'exploration indépendante d'une voie de développement adaptée à leurs conditions nationales et dans la prise en main ferme de leur avenir. La Chine est prête à approfondir la confiance mutuelle stratégique avec les États arabes et à s'accorder mutuellement un soutien ferme dans la préservation de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la dignité nationale. Les deux parties doivent respecter conjointement le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, pratiquer un véritable multilatéralisme et défendre les droits et les intérêts légitimes des pays en développement.

La Chine et les États arabes devraient se concentrer sur le développement économique et promouvoir une coopération gagnant-gagnant, a souligné Xi Jinping. Les deux parties devraient renforcer la synergie entre leurs stratégies de développement, et promouvoir une coopération de qualité sur la Ceinture et la Route. Elles devraient consolider la coopération dans les domaines traditionnels, notamment l'économie et le commerce, l'énergie et le développement des infrastructures. Dans le même temps, les deux parties devraient renforcer les nouvelles sources de croissance telles que le développement vert et à faible émission de carbone, la santé et les services médicaux, ainsi que l'investissement et la finance, et étendre les nouvelles frontières, notamment l'aviation et l'aérospatiale, l'économie numérique et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. La Chine et les États arabes devraient également s'attaquer à des défis importants tels que la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique. La Chine collaborera avec la partie arabe pour mettre en oeuvre l'Initiative pour le développement mondial et promouvoir le développement mondial et la coopération Sud-Sud.

La Chine et les États arabes devraient défendre la paix régionale et s'efforcer de parvenir à une sécurité commune, a poursuivi Xi Jinping. La Chine soutient la partie arabe dans la promotion du règlement politique des points chauds et des questions difficiles avec la sagesse arabe, et dans la

construction d'une architecture de sécurité commune, globale, coopérative et durable au Moyen-Orient. La Chine exhorte la communauté internationale à respecter le rôle des peuples du Moyen-Orient en tant que maîtres de leurs propres affaires, et à apporter une énergie positive à la sécurité et à la stabilité de la région. La Chine accueille favorablement la participation de la partie arabe à l'Initiative pour la sécurité mondiale et continuera d'apporter la sagesse chinoise à la promotion de la paix et de la tranquillité au Moyen-Orient[3].

Xi Jinping a proposé que la Chine et les États arabes intensifient les échanges entre les civilisations afin de renforcer la compréhension et la confiance mutuelles. Les deux parties doivent accroître les échanges humains, approfondir la coopération entre les peuples et promouvoir l'échange d'expériences en matière de gouvernance. Les deux parties doivent s'opposer conjointement à l'islamophobie, coopérer en matière de déradicalisation et rejeter l'association du terrorisme à un groupe ethnique ou à une religion en particulier. La Chine et les États arabes doivent défendre les valeurs communes de l'humanité que sont la paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie et la liberté, et donner l'exemple des échanges et de l'apprentissage mutuelle entre civilisations à l'ère nouvelle.

Le président Xi Jinping a souligné que la question palestinienne a une incidence sur la paix et la stabilité au Moyen-Orient. Les injustices historiques commises à l'égard du peuple palestinien ne doivent pas être laissées sans réponse indéfiniment. Les droits et les intérêts légitimes d'une nation ne sont pas négociables, et la demande de création d'un État indépendant ne doit pas être rejetée. La communauté internationale doit rester fermement attachée à la solution des deux États et s'efforcer de parvenir rapidement à un règlement équitable de la question palestinienne. La Chine continuera à fournir une aide humanitaire à la Palestine et à soutenir les projets visant à assurer des moyens de subsistance dans le pays.

En conclusion, le président Xi Jinping a rappelé que le XXe Congrès national du Parti communiste chinois avait défini les tâches et la voie à suivre pour faire progresser le rajeunissement de la nation chinoise sur tous les fronts grâce à la modernisation de la Chine. La Chine restera engagée dans la défense de la paix mondiale, la promotion du développement commun et la construction d'une communauté avec un avenir partagé pour l'humanité. Ce faisant, la Chine souhaite créer de nouvelles opportunités pour les États arabes et tous les autres pays grâce au nouveau développement de la Chine.

Les dirigeants arabes présents au sommet ont fait écho au discours du président Xi Jinping et aux huit grandes initiatives de coopération qu'il a proposées. Ils ont noté que les relations amicales entre les États arabes et la Chine sont fondées sur le respect mutuel, la coopération d'égal à égal et l'avantage réciproque. La partie arabe a déclaré que ses membres attachent une grande importance aux grandes réalisations de la Chine en matière de développement et à son rôle important dans le monde. Ils félicitent vivement la Chine d'avoir lancé l'initiative « la Ceinture et la Route », l'initiative pour le développement mondial et l'initiative pour la sécurité mondiale. Ils reconnaissent également les propositions importantes de la Chine pour faciliter le règlement politique des points chauds de la région, son soutien constant aux droits et intérêts légitimes du peuple palestinien et son engagement à défendre la justice au sein de la communauté internationale. Dans un monde menacé par la division et la confrontation et toujours hanté par l'unilatéralisme et l'hégémonie, l'approfondissement du partenariat stratégique arabo-chinois contribuerait à instaurer l'équité et la justice et à défendre la paix, la prospérité et le développement dans le monde.

La partie arabe a déclaré qu'elle espérait, grâce à ce sommet, consolider davantage l'amitié et la confiance mutuelle entre les États arabes et la Chine, élaborer des plans globaux et renforcer la coopération mutuellement bénéfique dans tous les domaines, construire une communauté arabo-chinoise avec un avenir commun dans la nouvelle ère et porter le partenariat stratégique global arabo-chinois à un niveau nouveau et plus élevé, de manière à mieux servir les intérêts communs des États arabes et de la Chine et à réaliser les aspirations communes des peuples arabe et chinois.

La partie arabe a déclaré qu'elle défendait l'indépendance et l'autonomie et qu'elle était fermement attachée au principe d'une seule Chine. Elle continuera à soutenir fermement la Chine sur les questions concernant les intérêts fondamentaux de la Chine et s'opposera à toute action hostile dirigée contre la Chine. La partie arabe espère travailler avec la Chine pour concrétiser les résultats de ce sommet, faire avancer les huit initiatives majeures de coopération, continuer à promouvoir la coopération sur la Ceinture et la Route, intensifier la communication et la coordination sur les affaires internationales et régionales, répondre aux changements climatiques, à la sécurité alimentaire, à la sécurité énergétique et à d'autres défis communs par la coopération, intensifier les échanges entre les peuples, renforcer le dialogue entre civilisations et apporter une contribution positive à la paix et au développement commun de l'humanité tout entière.

Le président Xi Jinping a tenu des réunions bilatérales avec vingt dirigeants arabes afin de renouveler leur amitié, d'explorer la coopération et de s'entretenir des affaires mondiales. Les autorités chinoises compétentes et la partie arabe, le secrétariat général de la Ligue arabe et les organes affiliés du Conseil de coopération du Golfe ont établi et signé un certain nombre de documents de coopération sur la coopération de « la Ceinture et la Route », l'énergie, l'alimentation, l'investissement, le développement vert, la sécurité, l'aérospatiale et d'autres domaines.

Sommet Chine-CCG

Lors du sommet Chine-CCG, le président Xi Jinping a souligné dans son discours que la Chine et les pays du CCG devraient être des partenaires pour une plus grande solidarité, un développement commun, une sécurité commune et une prospérité culturelle.

Les deux parties ont publié une Déclaration conjointe de la République populaire de Chine et du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, ainsi qu'un plan d'action 2023-2027 pour le dialogue et le partenariat stratégiques. Voir la déclaration [ici](#).

Dans un discours prononcé lors du sommet Chine-CCG, Xi Jinping a déclaré : « La Chine dispose d'un vaste marché de consommation et d'un système industriel complet, tandis que le CCG, riche en énergie et en ressources, s'engage dans un développement économique diversifié. Cela fait des deux parties des partenaires naturels de coopération. »

Visite d'État du président Xi Jinping en Arabie saoudite

Lors de la visite du président Xi Jinping en Arabie saoudite, les deux parties ont convenu d'accueillir à tour de rôle des réunions biennales entre les chefs d'État des deux pays, d'élever le Comité mixte de haut niveau Chine-Arabie saoudite au niveau de premier ministre, de mettre en synergie l'initiative chinoise « la Ceinture et la Route » et la Vision 2030 de l'Arabie saoudite, et de continuer à renforcer l'enseignement du chinois et de l'arabe dans les deux pays.

Coopération énergétique entre la Chine et l'Arabie saoudite

Lors de la visite du président Xi Jinping en Arabie saoudite le 9 décembre, les deux parties ont signé plus de 20 accords commerciaux d'une valeur de 110 milliards de riyals (29 milliards de dollars) portant sur l'énergie, la sécurité et les investissements.

« L'Arabie saoudite et la Chine s'efforcent de renforcer la coopération dans les chaînes d'approvisionnement du secteur de l'énergie, en établissant un centre régional pour les usines

chinois dans le royaume, en tirant parti de la situation privilégiée du royaume sur les trois continents que sont l'Asie, l'Afrique et l'Europe », a déclaré le ministre saoudien de l'énergie dans un communiqué.

Selon les données des douanes chinoises, l'Arabie saoudite a été le premier fournisseur de pétrole de la Chine au cours des dix premiers mois de 2022, représentant 18 % des achats totaux de pétrole brut de la Chine, avec des importations totalisant 73,54 millions de tonnes, soit 1,77 million de barils par jour.

La Chine est le premier partenaire commercial du royaume, avec des échanges mutuels d'une valeur de 87,3 milliards de dollars en 2021. Les exportations chinoises vers l'Arabie saoudite auraient atteint 30,3 milliards de dollars, tandis que les importations chinoises en provenance du royaume se seraient élevées à 57 milliards de dollars.

Dans une déclaration conjointe, les deux pays se sont déclarés satisfaits de la signature du plan de mise en oeuvre de la synergie entre l'initiative « la Ceinture et la Route » et la Vision 2030 de l'Arabie saoudite, et ont convenu d'accélérer la synergie des projets des deux pays.

Cette profonde synergie apportera des sciences, des technologies et des idées avancées au pays, et stimulera son développement économique et social, a déclaré le ministre saoudien de l'Industrie et des Ressources minérales, Bandar bin Ibrahim Alkhorayef.

Soulignant les complémentarités entre les deux pays dans les domaines de l'économie et du commerce, le ministre saoudien a déclaré que si la Chine est à la pointe de l'innovation mondiale et du développement de la haute technologie, l'Arabie saoudite est dotée d'abondantes ressources minérales. Il a exprimé sa confiance dans les vastes perspectives de la coopération bilatérale, ajoutant qu'outre les industries énergétiques et minières, l'Arabie saoudite bénéficie également d'une situation géographique unique et d'une infrastructure complète avec des entreprises en démarrage florissantes, ce qui peut en faire une plaque tournante importante pour les investissements et le commerce de la Chine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Notes

1. Les dirigeants de 21 pays de la Ligue arabe étaient présents au sommet Chine-Arabe aux côtés du président Xi Jinping :

Le prince héritier et premier ministre Mohammed bin Salman Al Saud d'Arabie saoudite, le président Abdel Fattah Al-Sisi d'Égypte,

le roi Abdallah II bin Al-Hussein de Jordanie,

le roi Hamad bin Isa bin Salman Al Khalif de Bahreïn,

le prince héritier Mishal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah du Koweït,

le président Kais Saied de Tunisie,

le président Ismail Omar Guelleh de Djibouti,

le président Mahmoud Abbas de Palestine,

l'émir Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani du Qatar,

le président Azali Assoumani des Comores,

le président Mohamed Ould Ghazouani de Mauritanie,

le premier ministre Mohammed Shia' Al Sudani d'Irak,

le premier ministre marocain Aziz Akhannouch,

le premier ministre algérien Aïmene Benabderrahmane et

le premier ministre libanais Najib Mikati,

ainsi que le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, et les dirigeants d'autres organisations internationales.

2. Le Conseil de coopération des États arabes du Golfe, également connu sous le nom de Conseil de coopération du Golfe, est une union régionale, intergouvernementale, politique et économique comprenant l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.

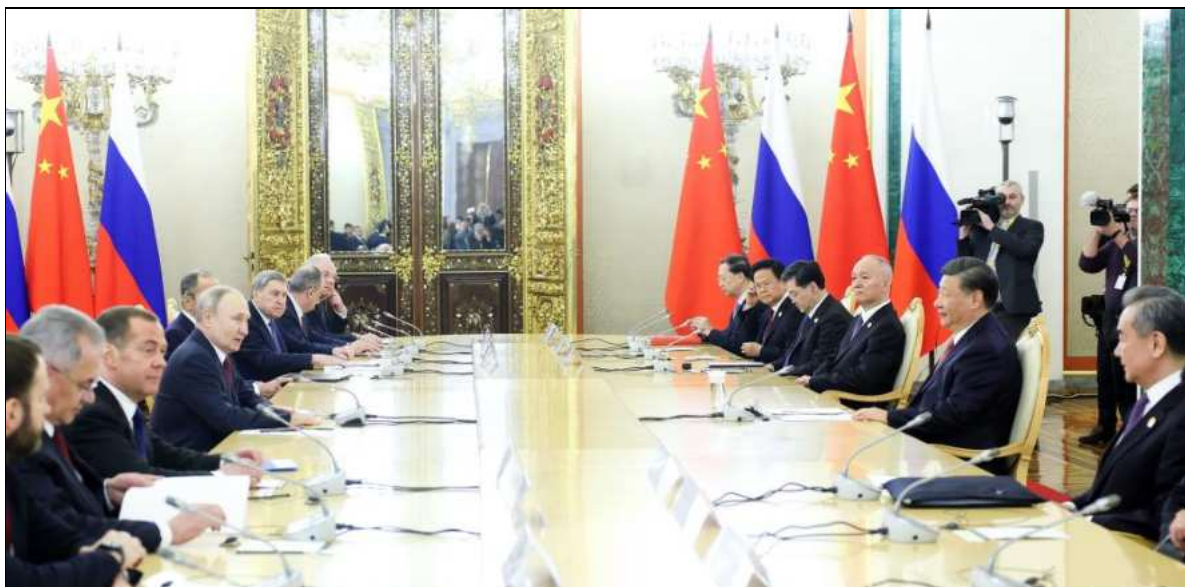
3. L'Initiative pour la sécurité mondiale est une initiative de la Chine visant à « poursuivre le principe de l'indivisibilité de la sécurité, à bâtir une architecture de sécurité équilibrée, effective et durable et à s'opposer à ce qu'un pays recherche sa propre sécurité sur la base de l'insécurité des autres ».



Déclaration conjointe de la Chine et de la Russie

Le président chinois Xi Jinping et le président russe Vladimir Poutine ont signé et publié le 21 mars au Kremlin, à Moscou, la Déclaration conjointe entre la République populaire de Chine et la Fédération de Russie sur l'approfondissement du partenariat de coordination stratégique global à l'ère nouvelle.

Dans cette déclaration, les deux parties soulignent que les relations Chine-Russie n'ont rien de commun avec l'alliance militaro-politique de l'époque de la guerre froide, mais qu'elles transcendent ce modèle de relations d'État à État et qu'elles sont fondées sur les principes de non-alignement, de non-confrontation et de non-hostilité envers une tierce partie.



Les deux parties estiment que les pays ont des histoires, des cultures et des situations nationales différentes et qu'ils ont tous le droit de choisir leur propre voie de développement. Il n'existe pas de « démocratie » supérieure. La Russie accorde une grande importance à l'Initiative pour la civilisation mondiale proposée par la Chine ainsi qu'à l'Initiative de développement mondial de la Chine.

Dans la déclaration, la partie russe réaffirme son adhésion au principe d'une seule Chine, reconnaît Taiwan comme une partie inaliénable du territoire chinois, s'oppose à toute forme de l'« indépendance de Taiwan » et soutient fermement les mesures prises par la Chine pour sauvegarder sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Les deux parties conviennent de renforcer leur coopération dans le domaine de l'application des lois, notamment en empêchant les « révolutions de couleur » et en luttant contre les « trois forces », y compris le « Mouvement islamique du Turkestan oriental », et contre la criminalité transnationale

organisée, la criminalité économique et la criminalité liée aux stupéfiants.

Selon la déclaration, les deux parties établiront un partenariat plus étroit pour la coopération énergétique, soutiendront les entreprises des deux parties dans la promotion de projets de coopération énergétique liés au pétrole et au gaz, au charbon, à l'électricité et à l'énergie nucléaire, et encourageront la mise en oeuvre d'initiatives susceptibles de contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre, y compris l'utilisation d'énergies à faibles émissions et d'énergies renouvelables.

Les deux parties préserveront également ensemble la sécurité énergétique internationale, y compris la sécurité des principales infrastructures transfrontalières, et maintiendront la stabilité de l'industrie et des chaînes d'approvisionnement en produits énergétiques.

La Russie a fait l'éloge de l'Initiative pour le développement mondial (IDM) et continuera à participer aux travaux du Groupe des amis de l'IDM.

Les deux pays appellent à une enquête objective, impartiale et professionnelle sur les explosions des gazoducs Nord Stream, indique la déclaration, ajoutant qu'ils s'opposent conjointement à la tentative de politiser la recherche de l'origine des virus.

La Chine et la Russie expriment de sérieuses inquiétudes quant aux conséquences et aux risques que représentent le partenariat de sécurité trilatéral AUKUS et les programmes de coopération entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie concernant les sous-marins à propulsion nucléaire pour la stabilité stratégique régionale.

Les deux parties invitent instamment les pays membres de l'alliance AUKUS à respecter strictement leurs obligations en matière de non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, et à préserver la paix, la stabilité et le développement de la région.

Elles expriment également leur vive inquiétude quant au projet du Japon de rejeter dans l'océan, cette année, les eaux contaminées par des substances radioactives à la suite de l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima, et soulignent que le Japon doit mener des consultations transparentes et complètes avec les pays voisins et d'autres parties prenantes, ainsi qu'avec les organismes internationaux compétents.

Les deux parties exhortent le Japon à gérer correctement les eaux contaminées de manière scientifique, transparente et sûre, et à accepter la supervision à long terme de l'Agence internationale de l'énergie atomique et des pays concernés, afin de protéger efficacement l'environnement marin et les droits à la santé des populations de tous les pays.

Toujours dans la déclaration, les deux parties expriment leur vive inquiétude quant aux activités militaires biologiques des États-Unis, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, lesquelles menacent gravement d'autres pays et compromettent la sécurité des régions concernées. Elles demandent aux Etats-Unis de clarifier la situation et de s'abstenir de mener toutes les activités biologiques qui violent la Convention sur l'interdiction des armes biologiques.

Les deux parties exhortent l'OTAN à respecter ses engagements en tant qu'organisation régionale et défensive et l'invitent à respecter la souveraineté, la sécurité, les intérêts ainsi que la diversité des civilisations, de l'histoire et de la culture des autres pays, et à traiter leur développement pacifique de manière objective et équitable.

Elles expriment également leur vive inquiétude quant au renforcement continu des liens militaires et de sécurité de l'OTAN avec des pays de la région Asie-Pacifique et à l'atteinte à la paix et à la stabilité régionales. Les deux parties s'opposent à la mise en place d'une structure de groupe fermée et exclusive dans la région, ainsi qu'à l'émergence d'une politique de groupe et d'une confrontation

des blocs.

La Chine et la Russie, selon la déclaration, se disent préoccupées par la situation dans la péninsule coréenne et exhortent les États-Unis à répondre aux préoccupations légitimes et raisonnables de la République populaire démocratique de Corée et à prendre des mesures concrètes et à créer les conditions nécessaires à la reprise du dialogue.

(Xinhua)



Réunion des ministres des affaires étrangères du G20 à New Delhi les 1er et 2 mars

Les tentatives d'imposer l'agenda anti-Russie et anti-Chine dans les rencontres internationales se poursuivent

Le Groupe des 20 (G20), qui rassemble les plus grandes économies mondiales, sera présidé par l'Inde en 2023[1]. En préparation du sommet des chefs d'État qui se tiendra en septembre à New Delhi, différents groupes de travail tiennent des réunions en Inde depuis décembre 2022, tandis qu'une réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 s'est tenue à New Delhi les 1er et 2 mars 2023.

Le G20 rassemble les États-Unis, le Canada et l'Union européenne, ainsi que la Russie et la Chine. Notamment, depuis que les États-Unis et l'OTAN ont déclenché leur guerre par procuration en Ukraine, les États-Unis et leurs alliés ont cherché à utiliser le G20 pour tenter d'isoler la Russie et d'imposer leur soutien à l'Ukraine à d'autres pays. C'est ce qui s'est passé lors de la récente réunion des ministres des Affaires étrangères.

La réunion ministérielle a été ouverte par un message enregistré du premier ministre de l'Inde, Narendra Modi, qui a appelé à une « unité d'objectif et d'action » des États du G20 pour surmonter la crise de l'architecture internationale de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Il a exhorté les participants au sommet à surmonter leurs différences pour atteindre cet objectif.

Au cours de la réunion, des discussions approfondies ont porté sur le multilatéralisme, la sécurité alimentaire et énergétique, la coopération au développement, la lutte contre le terrorisme et d'autres points à l'ordre du jour. Des inquiétudes ont été exprimées au sujet de la situation internationale actuelle et de la nécessité de renforcer le multilatéralisme.

Le ministre des Affaires étrangères de l'Inde, Subrahmanyam Jaishankar, a déclaré qu'il y avait « un large accord sur la plupart des questions ». Toutefois, l'élément le plus marquant de la réunion a été l'échec des États-Unis, représentés par le secrétaire d'État américain Antony Blinken, et de leurs alliés à faire adopter des résolutions et à condamner la Russie pour la guerre en Ukraine, qui était un point de discussion et de désaccord majeur lors de la réunion, de sorte qu'un communiqué conjoint habituellement publié à la fin de la réunion n'a pas pu être produit, ce qui a nécessité la publication d'un « document final » par l'Inde, qui assurait la présidence.

La Russie et la Chine ont toutes deux émis de fortes objections quant aux deux paragraphes du projet de déclaration empruntés au sommet de Bali de l'an dernier, qui exigeaient le retrait inconditionnel de toutes les troupes russes du territoire ukrainien.

Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que le comportement « d'une série de membres du G20 » avait transformé le travail sur l'agenda du G20 en farce dans leurs « tentative de blâmer Moscou pour leur propre mauvaise gestion ». Les agences de presse indiquent que Sergueï Lavrov a déclaré que « les attaques contre Moscou au G20 semblent 'particulièrement sauvages' de la part de nations qui 'ne se sont jamais plaintes lors des réunions [de l'organisation] des centaines de milliers de victimes des aventures de Washington au Moyen-Orient, qui ont été menées sous le prétexte de la sécurité nationale' à des milliers de kilomètres du sol américain ». Sergueï Lavrov a ajouté : « Nous devons nous prémunir contre les sanctions illégales, la manipulation des marchés, le plafonnement arbitraire des prix et les autres tentatives d'appropriation des ressources d'autrui. » Les politiques occidentales « dégradent les relations économiques internationales, les militarisent », a-t-il déclaré, ajoutant que la Russie était choquée par le « sabotage impuni » des pipelines Nord Stream, qui s'est produit « dans la zone de responsabilité de l'OTAN et de l'UE ».

Le ministre des Affaires étrangères de la Chine, Qin Gang, a déclaré lors de la réunion que, face à une situation internationale instable et à des défis mondiaux croissants, le G20 devait se montrer à la hauteur, renforcer la coopération et apporter sa contribution au développement et à la prospérité du monde. Il a appelé les pays du G20 à pratiquer un véritable multilatéralisme et à suivre les principes du dialogue sur un pied d'égalité et de la recherche d'un consensus par la consultation, et à ne pas s'engager dans une politique de puissance ou même dans une confrontation de blocs. Il a souligné la nécessité de promouvoir un développement sain de la mondialisation, de rejeter l'unilatéralisme, le protectionnisme et les tentatives de découplage ou de rupture des chaînes d'approvisionnement, et de rendre le développement mondial plus inclusif, plus résilient et plus bénéfique pour tous.

La ministre des Affaires étrangères du Canada, Mélanie Joly, a assisté à la réunion, où elle a également encouragé la confrontation avec la Russie et la Chine, et a laissé la politique étrangère du Canada être dictée par les objectifs des États-Unis et de l'OTAN. Elle n'a rien dit sur la façon dont les États-Unis et l'OTAN ont déclenché leur guerre par procuration en Ukraine contre la Russie, tout en affirmant que la Russie diffuse de la désinformation et qu'« il était important que le Canada soit présent pour contrer la désinformation russe ». Mélanie Joly a également rencontré pour la première fois le ministre des Affaires étrangères de la Chine, Qin Gang, en marge de la réunion ministérielle. Elle a repris le ton démagogique et peu diplomatique adopté par le premier ministre Trudeau avec le président chinois Xi Jinping lors du sommet du G20 à Bali l'année dernière, en déclarant que « le Canada ne tolérera jamais aucune forme d'ingérence étrangère dans notre démocratie et nos affaires intérieures de la part de la Chine ».

Par ailleurs, des manifestations de masse contre la réunion du groupe de travail du G20 sur l'éducation, qui s'est tenue à Amritsar du 15 au 17 mars, ont été organisées par des fermiers et des travailleurs du Pendjab. Ils ont scandé : « À bas l'impérialisme », « À bas le vol des terres », « À bas le vol de l'eau », « Vive les luttes pour le contrôle des ressources ». Pour empêcher les manifestants d'atteindre Amritsar, l'armée a été envoyée pour les confiner dans les villages. Des milliers de personnes ont néanmoins atteint Amritsar et ont dénoncé l'hypocrisie du premier ministre. Les fermiers ont déclaré qu'il portait son turban dans le style et la couleur de Bhagat Singh, mais qu'il vendait les ressources et le travail des habitants du Pendjab. Les réunions des représentants des oligarchies financières et des oligopoles ne peuvent rien apporter de bon au peuple. Les gens ont scandé des slogans en faveur de la libération des prisonniers politiques, qui sont en prison depuis des années, même après avoir purgé leur peine.

Notes

1. En 2023, le groupe compte 20 membres : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, République de Corée, Japon, Mexique,

Royaume-Uni, Russie, Turquie et Union européenne. Parmi les invités figurent, entre autres, l'Espagne, les Nations unies, la Banque mondiale, l'Union africaine et l'ANASE. Au sein du G20 se trouve le G7 : le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis, ainsi que l'Union européenne.

Le G20 a été fondé en 1999 après une succession de crises économiques mondiales. Depuis 2008, il se réunit au moins une fois par an, avec des sommets auxquels participent les chefs de gouvernement ou d'État, les ministres des Finances, les ministres des Affaires étrangères et d'autres hauts fonctionnaires de chacun des membres; l'UE est représentée par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. D'autres pays, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales sont invités à participer aux sommets, parfois de manière permanente.

Wikipédia décrit le G20 comme « un forum intergouvernemental composé de dix-neuf des pays aux économies les plus développées et de l'Union européenne ». Il indique que le G20 s'efforce de résoudre les principaux problèmes liés à l'économie mondiale, tels que la stabilité financière internationale, l'atténuation du changement climatique et le développement durable. Le G20 est composé de la plupart des plus grandes économies du monde, y compris des nations industrialisées et en développement et « représente 75 % du commerce mondial, près des deux tiers de la population mondiale et plus de 80 % du produit mondial brut (somme des PIB de tous les pays du monde) ».



Nouvelles en bref

La Russie publie une nouvelle politique étrangère détaillée

Le 31 mars, le président russe Vladimir Poutine a signé un décret approuvant un nouveau concept de politique étrangère. Il a dit que « le concept est juridiquement fondé sur la Constitution russe, les principes et normes généralement reconnus du droit international, ainsi que les traités internationaux de la Russie, les lois fédérales et d'autres actes juridiques normatifs qui réglementent les activités des organes du gouvernement fédéral dans le domaine de la politique étrangère.

Le document définit la politique de la Russie concernant les tendances et les questions mondiales, ainsi que les relations avec les régions et les pays du monde.

Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a souligné que le document qualifie directement les États-Unis de principal instigateur des politiques antirusse à l'échelle mondiale.

Dans le nouveau concept de politique étrangère, la Russie part du principe de l'indivisibilité de la sécurité internationale (dans ses aspects mondiaux et régionaux) et cherche à la garantir de manière égale à tous les États sur la base du principe de réciprocité.

Le décret du président Poutine indique que la Russie prévoit d'accorder une attention primordiale à :

- utiliser des moyens pacifiques, principalement la diplomatie, les négociations, les consultations, la médiation et les bons offices, pour résoudre les différends et les conflits internationaux sur la base du respect mutuel, du compromis et d'un équilibre des intérêts légitimes;
- développer une coopération globale afin de neutraliser les tentatives d'États et d'associations interétatiques de parvenir à une domination mondiale dans le domaine militaire;
- intensifier les efforts politiques et diplomatiques visant à empêcher l'utilisation de la force militaire en violation de la Charte des Nations unies;

- prendre des mesures politiques et diplomatiques pour contrer l'ingérence dans les affaires intérieures des États souverains, qui vise principalement à compliquer la situation politique intérieure, à opérer un changement inconstitutionnel de pouvoir ou à violer l'intégrité territoriale des États;

- assurer la stabilité stratégique et supprimer les conditions préalables au déclenchement d'une guerre mondiale, ainsi que les risques d'utilisation d'armes nucléaires et d'autres types d'armes de destruction massive;

- créer une architecture de sécurité internationale renouvelée, prévenir et résoudre les conflits armés internationaux et internes, contrer les défis transnationaux et les menaces dans certains domaines de la sécurité internationale.

(Agences de presse)



Récents actes d'abandon de la domination du dollar américain

Le 29 mars, la Chine et le Brésil ont conclu un accord permettant de commercer dans leurs monnaies respectives sans utiliser le dollar américain comme intermédiaire. La Chine est le premier partenaire commercial du Brésil, avec un commerce bilatéral record de 150,5 milliards de dollars en 2022.

En Asie du Sud-Est, les ministres des finances de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ont annoncé, dans un communiqué de presse commun publié le 1er avril, leur décision de renforcer la résilience financière par l'utilisation de monnaies locales pour soutenir le commerce et les investissements transfrontaliers dans la région de l'ANASE, en abandonnant le dollar américain, l'euro, le yen japonais et la livre sterling.

Le gouvernement central indien a dévoilé le 31 mars sa nouvelle politique de commerce extérieur, qui devrait faciliter le développement des échanges, stimuler l'industrie manufacturière, contribuer à l'abandon du dollar américain et faire de la roupie une monnaie mondiale.

En Russie, le vice-président de la Douma, Alexander Babakov, a indiqué le 30 mars que le bloc des économies émergentes BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) travaillait à la création d'une « nouvelle monnaie » qui sera présentée lors du prochain sommet de l'organisation à Durban en août.

(Agences de presse)



Le président français et la présidente de l'Union européenne en visite en Chine

Du 5 au 7 avril, le président français Emmanuel Macron, accompagné de la commissaire européenne Ursula von der Leyen, effectuera une visite d'État officielle en Chine. Emmanuel Macron rencontrera le président chinois Xi ainsi que le premier ministre Li Qiang et le principal législateur Zhao Leji. Il se rendra également à Guangzhou, dans la province de Guangdong, dans le sud de la Chine, a déclaré la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Mao Ning,

lors de la conférence de presse. Au cours de la rencontre, Xi Jinping et Emmanuel Macron définiront conjointement le développement futur des relations bilatérales, approfondiront la coopération Chine-France et Chine-UE dans divers domaines et auront un échange de vues approfondi sur les principales questions d'actualité internationales et régionales », a précisé Xi Jinping, cité par le journal *Global Times*. « La Chine est prête à travailler avec la partie française et à profiter de cette visite pour obtenir de nouveaux résultats dans le cadre de notre partenariat stratégique global, étroit et durable, pour jouer un rôle positif dans le développement sain des relations entre la Chine et l'UE et contribuer à la paix, à la stabilité et au développement dans le monde. », a déclaré Mao Ning.

La visite d'Ursula von der Leyen marquera le 20^e anniversaire du partenariat stratégique mondial entre la Chine et l'UE. Malgré les commentaires très provocateurs d'Ursula von der Leyen à la veille de son voyage, la Chine a maintenu une position diplomatique. « Le développement sain et stable des relations entre la Chine et l'UE est dans l'intérêt commun des deux parties et contribue à la paix et à la stabilité dans le monde », a déclaré Mao Ning lors de la conférence de presse tenue pour annoncer les deux visites. Elle a ajouté que « le resserrement de l'emprise de l'Europe dans sa rivalité avec la Chine et la rareté des échanges Chine-UE à différents niveaux sont des facteurs qui entraînent une baisse de la confiance politique entre la Chine et l'UE ». Cui Hongjian, directeur du département des études européennes à l'Institut chinois d'études internationales, a dit au *Global Times* que les visites intensives des dirigeants européens ont mis en évidence un consensus bilatéral selon lequel la Chine et l'UE devraient maintenir des canaux de communication fluides et organiser des échanges substantiels, « de manière à surmonter les lacunes en matière de reconnaissance mutuelle et à éliminer les déficits de confiance, en mettant en oeuvre le consensus des dirigeants dans des actions pragmatiques ». Les analystes cités par le *Global Times* soulignent que « même si certains différends ne peuvent être résolus, la communication elle-même est un processus de renforcement de la confiance ». Ils soulignent que la Chine et l'UE, en tant que deux piliers du paysage mondial, « devraient et pourraient » travailler ensemble de manière positive et constructive « alors que le monde est confronté à des conflits armés et à des risques de récession ».

Dans la perspective de la visite d'Ursula von der Leyen, le 14 mars le Conseil européen des relations extérieures a publié un document d'orientation conseillant à l'UE de se concentrer davantage sur le « voisinage méridional » et moins sur la conclusion d'accords de libre-échange avec la Chine. Le document d'orientation ne parle pas de pays souverains ayant des intérêts nationaux et ne précise pas sur quelle base l'UE devrait établir des relations avec eux. Il parle du « Sud global » comme s'il s'agissait du voisinage de l'Europe, dans lequel l'Europe est le chef d'orchestre qui repousse les « acteurs » indésirables dans ce que l'UE considère comme son arrière-cour, a commenté un journaliste.

Dans le même ordre d'idées, le 30 mars, à la veille de son voyage, Ursula von der Leyen a prononcé un discours devant le Mercator Institute for China Studies et le Centre de politique européenne. Par son ton et son contenu, le discours peut être considéré comme de la politique étrangère menée sous forme d'insultes et de menaces, destinée à détériorer l'atmosphère avant de poser le pied en Chine. Elle dénonce le refus du président Xi Jinping de condamner la Russie pour son « invasion atroce et illégale de l'Ukraine » et d'entretenir au contraire une « amitié sans limites » avec Vladimir Poutine. « La façon dont la Chine continue d'interagir avec la guerre de Poutine sera un facteur déterminant pour les relations UE-Chine à l'avenir », déclare-t-elle.

La présidente de la Commission européenne a parlé des « actions d'escalade » de la Chine qui « montrent une Chine de plus en plus répressive à l'intérieur et de plus en plus affirmée à l'extérieur ». « La Chine a tourné la page de l'ère de la réforme et de l'ouverture et entre dans une nouvelle ère de sécurité et de contrôle, a-t-elle ajouté. La deuxième conclusion que nous pouvons en tirer est que l'impératif de sécurité et de contrôle l'emporte désormais sur la logique des marchés libres et de l'ouverture des échanges. »

La Chine a pris note de ses remarques provocatrices avant le voyage. Fu Cong, ambassadeur de Chine auprès de l'Union européenne, s'est dit « un peu déçu ». « Ce discours contenait beaucoup de fausses représentations et de mauvaises interprétations des politiques et des positions chinoises, a-t-il dit à la chaîne de télévision chinoise CGTN. La personne qui a écrit ce discours pour la présidente von der Leyen ne comprend pas vraiment la Chine ou a délibérément déformé les positions chinoises. »



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca